

# Rapport D'orientation Budgétaire 2019

---



*\*Présentation du projet Micro-Folie aux écoles Noiséennes.*

**Présenté par Laurent RIVOIRE, Maire de Noisy-le-Sec  
Dref MENDACI, Adjoint au Maire délégué aux Finances**

## Sommaire

1	Préambule .....	3
2	Contexte de marché .....	4
2.1	Un ralentissement de la croissance mondiale qui contraint la croissance en zone euro .....	4
2.2	Une situation économique « idéale » aux Etats-Unis ? .....	5
2.3	Des taux variables toujours négatifs pour des taux longs orientés à la hausse .....	6
3	Des finances locales toujours sous tension .....	7
3.1	Etat des lieux de la contractualisation avec l'Etat .....	7
3.2	Le projet de loi de finances 2019 : un budget de transition .....	8
3.3	Fiscalités locales : les doutes subsistent .....	9
4	Présentation des orientations budgétaires 2019 de la ville .....	11
4.1	Le rapport des ressources humaines .....	11
4.2	La gestion de la dette .....	25
4.3	La section de fonctionnement .....	29
5	Les indicateurs financiers .....	39
5.1	L'autofinancement – Epargne nette .....	39
5.2	Le ratio de désendettement .....	39
6	Plan d'action 2019 : La Municipalité de Noisy-Le-Sec au service de la population .....	40
6.1	Domaine de l'Education / Enfance / Petite Enfance .....	40
6.2	Domaine de la Cohésion Sociale .....	41
6.3	Direction des sports et la jeunesse .....	43
6.4	Domaine culturel .....	45
6.5	Domaine de la sécurité et la tranquillité du territoire .....	46
6.6	Domaine du système d'information .....	47
6.7	Domaine environnement et cadre de vie .....	47
6.8	Domaine des services à la population .....	49
7	La programmation des investissements .....	49
8	Conclusion .....	52

# 1 Préambule

La loi prévoit, dans un souci de transparence et d'information de l'ensemble des élus municipaux, l'organisation d'un débat public dans les deux mois précédent le vote du budget primitif.

Le rapport d'orientation budgétaire (ROB) permet aux élus de discuter des orientations qui préfigurent les priorités qui seront intégrées dans le budget primitif, de s'informer, de s'exprimer sur la situation financière de la Ville et sur ses évolutions futures tout en tenant compte des nombreux paramètres qui influenceront sur son devenir.

La loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a renforcé les obligations d'information incombant aux assemblées locales.

La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) crée par son article 07 de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales.

S'agissant du document sur lequel s'appuie ce rapport, les dispositions imposent à l'exécutif d'une collectivité territoriale de présenter à son organe délibérant, un rapport sur les grandes orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, un état de la dette, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs (évolution prévisionnelle des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail).

En outre, l'article 13 de la loi de Programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 prévoit qu'à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale présente ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et l'évolution du besoin de financement annuel.

Le formalisme relatif au contenu de ce rapport reste à la libre appréciation de la collectivité en l'absence de décret d'application.

Ce rapport devra être transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre soit l'EPT Est Ensemble.

## 2 Contexte de marché

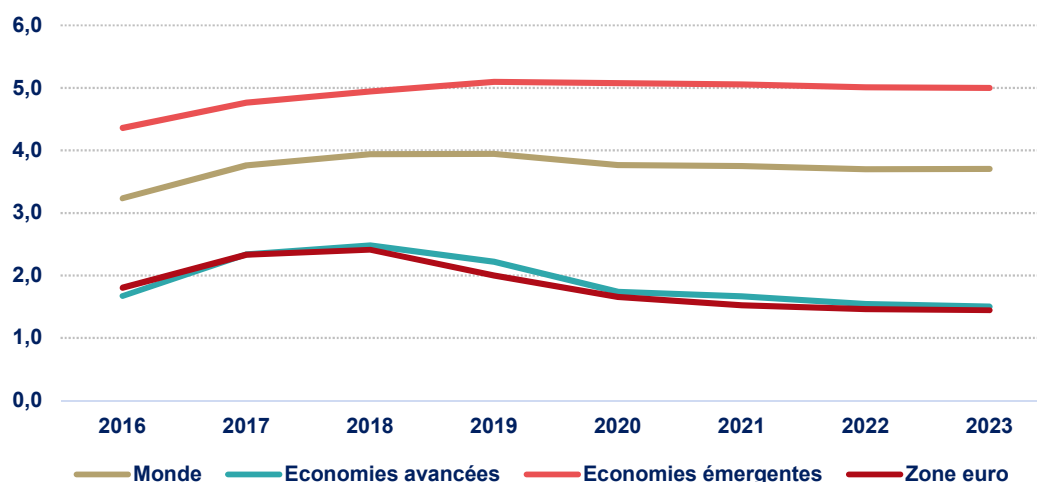
### 2.1 Un ralentissement de la croissance mondiale qui contraint la croissance en zone euro

Le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit un ralentissement de la croissance mondiale à horizon 2020. Ces prévisions se justifient par plusieurs facteurs :

- les pays émergents souffrent de la politique économique américaine avec une réforme fiscale très avantageuse pour les entreprises poussant les investisseurs à rapatrier leurs capitaux aux Etats-Unis ;
- la politique la Fed et la normalisation monétaire ont permis une amélioration des rendements des taux d'Etat US, augmentant la rentabilité du taux dit « sans risque » ;
- la guerre commerciale pénalise les pays émergents mais également l'économie mondiale avec un ralentissement des échanges et donc de la croissance.

Le FMI prévoit donc une croissance mondiale de 3,9% pour 2019, 3,8% en 2020 et 3,7% en 2023. La croissance des pays émergents suit la même trajectoire selon les anticipations du FMI avec une croissance de 5,1% en 2019 contre 5% à horizon 2023. Ce sont surtout les économies avancées qui marquent le pas, notamment la zone euro où la croissance est anticipée à 2% en 2019 et 1,4% en 2023.

#### Projections de croissance du FMI (en annuel, en %)

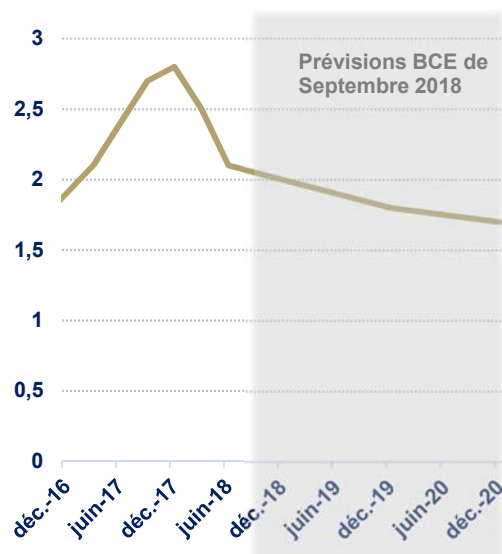


Sources : Thomson Reuters, FMI et Finance Active

Depuis le début d'année, l'économie européenne souffre des tensions sur le commerce mondial et du ralentissement des pays émergents. Ainsi, la zone euro qui affichait un taux de croissance de 2,8% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2017, se positionne à 2,1% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2018.

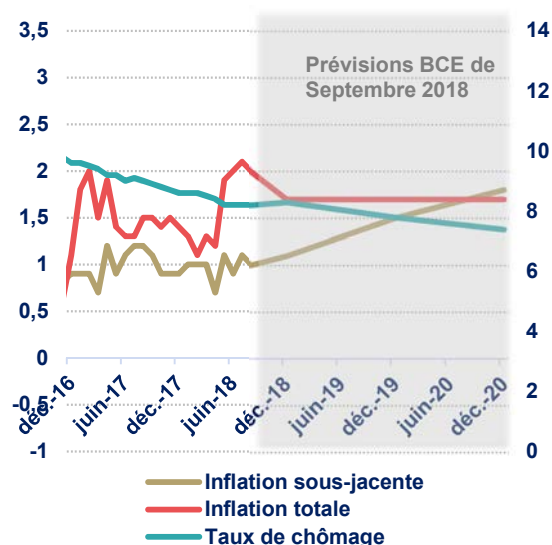
Même si la BCE considère que ce ralentissement n'a pas vocation à annihiler la reprise économique en zone euro, l'institution européenne revoit tout de même ses anticipations de croissance à la baisse pour le 3<sup>ème</sup> trimestre consécutif, 2% en 2018, 1,8% en 2019 et 1,7% en 2020.

## Projections de croissance de la BCE (en annuel, en %)



Sources : BCE et Finance Active

## Projections d'inflation (en annuel, en %) et chômage (éch. droite, en %) de la BCE



Sources : BCE et Finance Active

L'inflation sous-jacente (cf. graphique ci-dessus), qui représente l'inflation totale retraitée des prix des matières énergétiques et du secteur alimentaire, reste relativement stable. Cette stabilité confirme le fait que l'inflation en zone euro est majoritairement due à la forte hausse du prix du pétrole.

Il ne s'agit donc pas là d'une « bonne inflation » puisqu'elle n'est pas la conséquence de la reprise économique qui engendrerait une dynamique des salaires et donc des prix, mais d'un effet externe qui a pour conséquence de réduire le pouvoir d'achat et donc la consommation des ménages.

Dans ce contexte et malgré la hausse de l'inflation, la BCE reste prudente et maintient ses hypothèses d'inflation sur la période 2018 – 2020 en anticipant désormais 1,7% chaque année.

Le taux de chômage continue d'être anticipé à la baisse à horizon 2020 permettant aux économies européennes de se rapprocher progressivement du plein emploi, ce qui devrait engendrer à terme une hausse des salaires et justifier les hypothèses d'inflation de la BCE.

## 2.2 Une situation économique « idéale » aux Etats-Unis ?

Contrairement à l'Europe, les Etats-Unis sont sortis de la crise financière il y a quasiment 10 ans. Ainsi, la politique monétaire menée par la FED, la banque centrale américaine, diverge de celle menée en Europe.

Après quasiment 10 ans de croissance, l'économie américaine a commencé à montrer quelques signes d'essoufflement en début d'année. Alors que les élections de mi-mandat se profilent aux Etats-Unis, Donald Trump souhaite afficher un niveau de croissance robuste. Pour ce faire, il a décidé fin 2017 d'appliquer d'importants allègements fiscaux visant à relancer la croissance.

C'est chose faite puisque la croissance du PIB au 2ème trimestre vient d'être confirmée par le Département du Commerce à 4,2%, un niveau qui n'avait plus été atteint depuis le 3ème trimestre 2014.

Avec une inflation à 2,1% et un taux de chômage à 3,9% au 2ème trimestre, tout semble aller pour le mieux aux Etats-Unis. Ce sursaut de l'économie américaine est toutefois à relativiser puisqu'il provient essentiellement de la réforme fiscale mise en place en début d'année et que celle-ci sera financée par la dette. Ainsi, l'endettement des Etats-Unis, déjà supérieur à 100% du PIB, pourrait atteindre 130% d'ici 10 ans. Au regard des bons chiffres de l'économie américaine, les investisseurs sont actuellement peu regardant sur le niveau d'endettement, mais qu'en sera-t-il lorsque l'économie américaine commencera réellement à ralentir ?

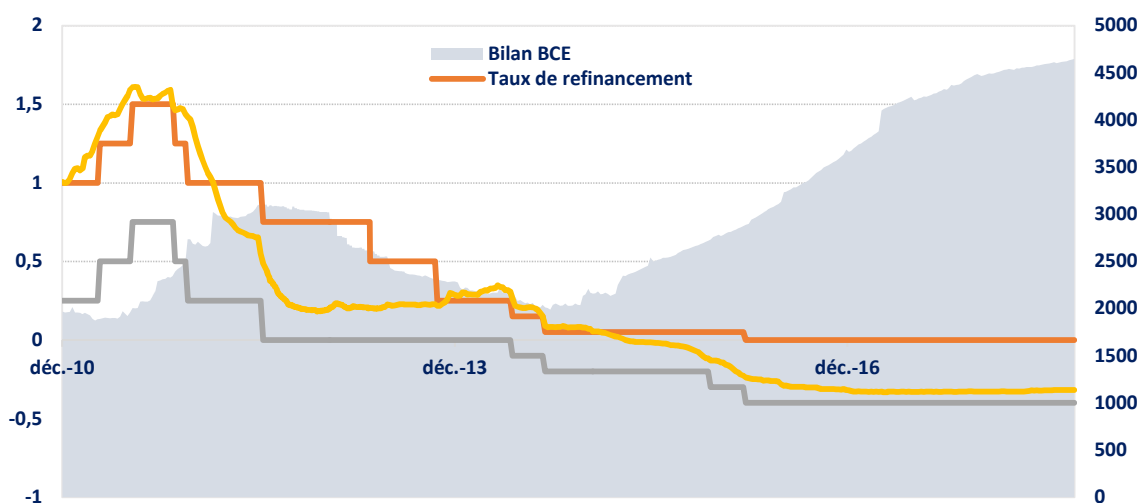
## 2.3 Des taux variables toujours négatifs pour des taux longs orientés à la hausse

Alors que la Banque Centrale Européenne (BCE) avait réduit une première fois le rythme de ses rachats d'actifs en avril 2017, elle a décidé fin 2017 d'appliquer une nouvelle réduction en établissant le volume de ses rachats d'actifs à 30 Mds€ / mois à partir de janvier 2018 et cela jusqu'à fin septembre 2018.

Lors du comité de politique monétaire du 13 septembre, Mario Draghi a confirmé que la BCE réduirait le volume de rachat d'actifs à 15 Mds€ / mois à partir du mois d'octobre avant de stabiliser le volume des rachats d'actifs à la fin de l'année.

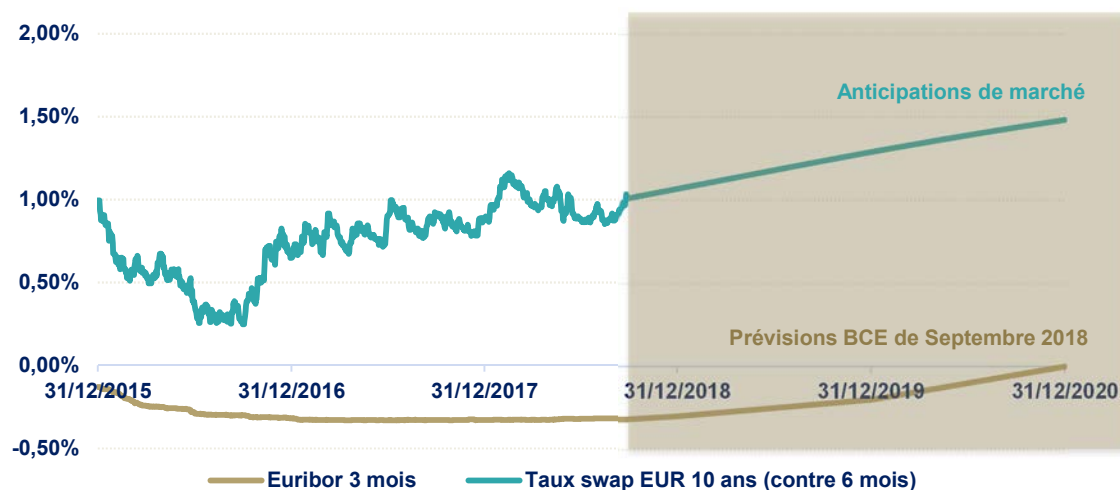
En ce qui concerne ses taux directeurs, la BCE prévoit de les maintenir à leurs niveaux actuels au moins jusqu'à l'été prochain.

### BCE : bilan (en Mds€, éch. de droite), taux directeurs (en %)



Sources : Thomson Reuters, BCE et Finance Active

### Evolution des taux Euribor 3 mois et Taux de swap 10 ans



Sources : Thomson Reuters, BCE et Finance Active

Cette stabilité des taux directeurs se traduit dans les anticipations de la BCE en ce qui concerne la valeur de l'Euribor 3 mois à horizon 2020. Ainsi, l'indice trimestriel devrait rester en territoire négatif jusqu'en 2019 et s'établir à 0% à horizon 2020 (cf. graphique ci-dessus). Les annonces de la BCE quant

à la stabilité des taux directeurs sur un horizon de moyen terme ont amené l'Euribor 3 mois à se maintenir à un niveau quasi-stable sur toute l'année 2018.

A contrario, les taux longs ont connu plus de volatilité puisqu'ils sont corrélés à des éléments plus volatils et souvent extérieurs aux marchés parmi lesquels :

- La situation italienne, et surtout de sa dette, qui inquiète les marchés. Respect des engagements de Bruxelles ou dépenses à tout-va, la coalition va devoir choisir et ce ne sera pas sans conséquence sur des marchés qui n'hésiteront pas à « sanctionner » la dette italienne en cas de relâche budgétaire.
- Un accord sur le Brexit qui tarde à se dessiner alors que les négociations continuent de buter sur la question de la frontière entre l'Irlande du Nord et l'Irlande. La période de transition, actuellement en place, pourrait ainsi se prolonger alors que le Brexit sera officiellement effectif dans 6 mois.
- Une guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine qui s'enlise avec de nouvelles sanctions appliquées par les Etats-Unis alors que les négociations entre les deux géants étaient sur le point de reprendre.
- Une crise des devises en Turquie et en Argentine qui fait craindre une contagion à d'autres pays émergents et qui pourrait nuire, par ricochet, aux pays exportateurs de la zone euro.

En dépit des facteurs d'instabilité qui risquent de nouveau de créer de la volatilité sur les taux longs, la fin programmée des rachats d'actifs de la BCE devrait orienter progressivement les taux longs à la hausse.

### **3 Des finances locales toujours sous tension**

#### **3.1 Etat des lieux de la contractualisation avec l'Etat**

L'article 10 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 prévoit la signature d'un contrat entre l'Etat et les 322 plus grandes collectivités en vue de limiter l'évolution de leurs dépenses réelles de fonctionnement. Entraient dans le champ de la contractualisation les collectivités qui, après retraitements, présentaient des DRF 2016 supérieures à 60 M€.

En contraignant l'évolution des dépenses à 1,2% par an, l'Etat espère pouvoir réaliser 13 Mds d'Euros d'économie sur la période 2018-2022.

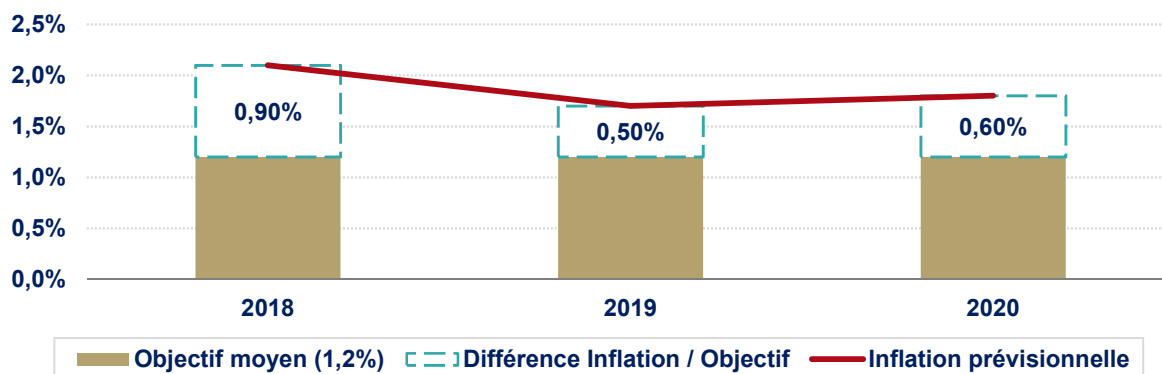
Cet objectif initial de 1,2% peut être modulé à la hausse ou à la baisse selon 3 critères avec un minimum de 0,75% et un maximum de 1,65%.

Les contrats devaient être signés au plus tard le 30/06/2018.

A ce jour, 229 collectivités ont joué le jeu de la contractualisation. Pour les communes, l'objectif moyen d'évolution s'établit à 1,27%.

Au vu des prévisions d'inflation pour 2019 et 2020 (respectivement 1,7% et 1,8%), l'effort demandé aux collectivités pourrait donc être plus important :





Par souci de prudence, il conviendra pour la Ville d'essayer de se rapprocher de l'objectif initial d'évolution des DRF de 1,2% par an.

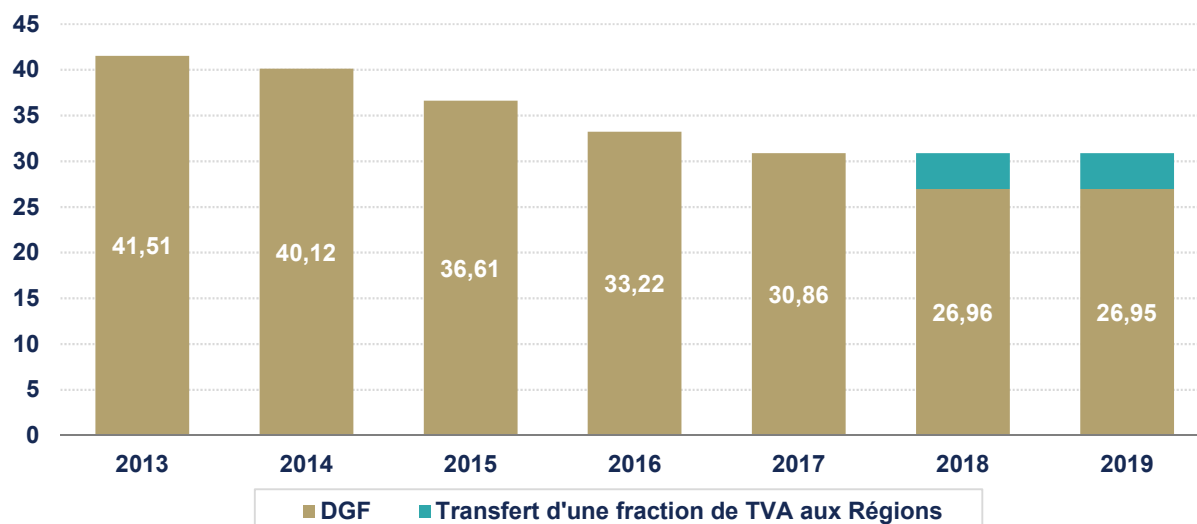
### 3.2 Le projet de loi de finances 2019 : un budget de transition

Après un premier budget de mandat présidentiel présentant de nombreuses nouveautés (contractualisation, stabilisation des dotations, réforme de la taxe d'habitation), le budget 2019 apparaît comme un budget de transition n'apportant pas son nouveau lot de surprises.

#### - Une DGF stable

Comme cela était voulu par le Président Macron, l'enveloppe de DGF en 2019 est maintenue à son niveau de 2018. En effet, le montant global de la DGF devrait atteindre 26,95 Mds d'Euros en 2019. En ajoutant à cela la part de TVA transférée aux régions en lieu et place de leur DGF, on retrouve un montant total de 30,9 Mds d'Euro soit un niveau égal à celui de 2017.

#### Evolution de la DGF (en Mds d'€)



Sources : LF 2013 à 2018 et PLF 2019

Le mode de calcul de la DGF de la commune reste également le même. Elle devrait ainsi être rehaussée grâce au dynamisme de la population sur le territoire mais devrait subir dans le même temps un écrêtement lié au financement de la péréquation au sein de l'enveloppe normée. En effet, les villes présentant un potentiel fiscal/hab > 75% du potentiel fiscal moyen/hab se voient écrêtées.

La Ville de Noisy Le Sec a subi un écrêtement de 10 057 € en 2018 sur sa DGF. Un montant similaire devrait s'appliquer en 2019.



### - **Péréquation verticales : des enveloppes toujours abondées**

Le PLF prévoit un nouvel abondement des enveloppes de péréquation verticale à savoir la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU : +90 M€) et la Dotation de Solidarité Rurale (DSR : +90 M€).

La progression de l'enveloppe de DSU est moindre que l'année précédente (+110 M€ en 2018) alors qu'elle est stable pour la DSR (+90 M€ en 2018).

La DNP est, quant à elle, maintenue sur son niveau de 2015.

A noter également une hausse de la dotation de péréquation des Départements qui progresse de +10 M€.

Au vu de ces éléments, il conviendra, en 2019, d'abonder la DSU de la Ville d'un montant quasiment équivalent à 2018 soit près de 300 K€.

### - **Les compensations fiscales**

Comme cela est le cas depuis plusieurs années, le montant global de l'enveloppe normée n'est pas réévalué et les mouvements en son sein doivent donc se compenser entre eux.

Pour le bloc communal, la hausse de la péréquation (DSU/DSR), les effets de périmètres (populations..) et l'abondement de la dotation d'intercommunalité sont financés par l'écêtement de la DGF.

Les augmentations au sein de la mission Relation avec les Collectivités Territoriales (RCT) sont quant à elles financées par un écêtement des compensations fiscales de DC RTP et de FD PTP.

Les compensations fiscales de taxe d'habitation, taxes foncières et CET ne sont pas concernées par cet écêtement.

### - **Stabilité de la péréquation horizontale**

Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales est maintenu depuis la LFI 2018 à un niveau de 1 Mds d'euros. Cette disposition n'est pas modifiée dans le PFL 2019 et le reversement du FPIC devrait être égal à celui de 2018.

Des différences peuvent s'observer à la marge en cas de mouvements à l'échelle de l'ensemble intercommunal (transfert de compétence, potentiel financier par habitant ou population DGF) ou à l'échelle nationale (modification du PFIA moyen).

## **3.3 Fiscalités locales : les doutes subsistent**

### - **Deuxième année de la réforme Macron sur la TH**

La réforme Macron sur la taxe d'habitation a fait ses premiers pas en 2018 avec un dégrèvement à hauteur de 30% pour les contribuables concernés. 2019 est donc la deuxième année d'application de la réforme (dégrèvement de 65%) qui devait se finaliser en 2020 avec une suppression de la TH pour 80% de la population.

Si cet impôt est injuste pour 80% de la population, il l'est également pour l'ensemble des personnes assujettis et une réforme de la fiscalité locale de plus grande envergure est attendue pour 2020.

A noter que l'on parle de dégrèvement et non d'exonération ce qui implique que le manque à gagner pour les collectivités sera compensé dans sa totalité par l'Etat.

### - **Quid de la suite ?**

Le PLF 2019 ne fait état d'aucune nouveauté concernant la fiscalité. Le gouvernement devrait annoncer au cours du premier semestre la réforme qu'il souhaite mettre en place pour remplacer la taxe d'habitation.

D'ici là, le rapport Richard-Bur donne déjà quelques orientations. Ainsi, l'hypothèse principale serait un transfert de tout ou partie de la taxe foncière des départements vers le bloc communal.

Cela ne pourrait toutefois pas couvrir le besoin dans sa totalité et une part d'un impôt national pourrait également être transférée (TVA, CGS...).

## 4 Présentation des orientations budgétaires 2019 de la Ville

### 4.1 Le rapport des ressources humaines

Conformément aux nouveaux principes de la loi Notr(e) portant nouvelle organisation territoriale de la République, et conformément au décret n°2016-841 du 24 Juin 2016, le rapport d'orientation budgétaire annuel de la Municipalité contient dorénavant une présentation détaillée de l'évolution rétrospective et prospective des emplois et effectifs, et plus globalement de la politique de gestion des ressources humaines mise en œuvre.

Cette présentation a notamment pour objectif de mettre en perspective le dernier exercice clôturé connu et l'exercice en cours, et d'observer les évolutions constatées et à venir en termes de gestion des ressources humaines, emplois et effectifs, afin de définir les orientations budgétaires qui en découleront.

Il contient ainsi des données commentées sur la structure des effectifs, les dépenses de personnel sur ses principales natures comptables, le temps de travail, les typologies et mouvements de personnel, ainsi que sur ses actions de gestion prévisionnelle, dans un contexte où celle-ci se révèle indispensable, afin d'anticiper et d'articuler besoins en recrutement et compétences détenues.

Il convient de noter qu'au moment de l'élaboration de ce volet du rapport d'orientation budgétaire, l'exercice en cours de 2018 n'étant pas totalement clôturé, il contient donc des données prévisionnelles qu'il conviendra par la suite de consolider.

En outre, le dernier rapport sur l'état de la collectivité (REC), qui contient un grand nombre de données, est celui de l'exercice 2017 (rapport obligatoire réalisé tous les deux ans conformément aux dispositions de l'article 33 alinéa 10 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984). Ainsi les éléments rétrospectifs présentés ici renseignent principalement des données de l'exercice 2017, afin de mettre en perspective deux exercices consécutifs, dont l'exercice en cours, et d'en faire une analyse comparée.

#### 1. La structure des effectifs et les mouvements de personnel

##### a) Effectif permanent (renseigné en équivalent temps plein):

Pour rappel, la définition de l'INSEE de l'effectif en équivalent temps plein (ETP) est la suivante: "nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique".

Année	Effectifs pourvus ETP
2015	882.80
2016	842,02
2017	813.10
2018*	788.69

\* au 22 novembre 2018

Il convient de noter qu'il s'agit ici, conformément aux dispositions de la loi précitée, des effectifs effectivement pourvus à clôture d'exercice (et à la date de l'élaboration du présent rapport pour l'exercice en cours), et non des effectifs autorisés (donc théorique). Cette donnée constitue donc une photographie à un instant T, qui doit donc être systématiquement mise en perspective avec les mouvements de personnels et recrutements en cours au moment de l'extraction des données.

Le pilotage actif et réaliste des emplois de la collectivité, avec des éléments mis à jour au fur et à mesure sur les emplois pourvus, et présentés à chaque Conseil Municipal lorsqu'une délibération sur la mise à jour du tableau des effectifs est prévue, obéit à une double logique, à la fois réglementaire et

prévisionnelle. Dans ce cadre la Municipalité, par son suivi rigoureux du tableau des effectifs, quotidiennement mis à jour, a fait de celui-ci un outil fiable de pilotage des effectifs, emplois et de leur évolution.

#### b) La répartition de ces effectifs par statut

Année	Effectifs ETP titulaire	Effectifs titulaire ETP non	Total
2015	728.80	154.00	882.80
2016	692.20	149.82	842.02
2017	650.20	162.90	813.10
2018 *	620.65	168.04	788.69

\* au 22 novembre 2018

Force est de constater qu'au terme des départs en retraite d'agents titulaires, qui ont souvent passés les concours permettant leur évolution de carrière en interne, il est parfois complexe, notamment sur des secteurs de métiers en tension connus (encadrement de services techniques, petite enfance, professions culturelles, médicales...) de recruter des agents satisfaisants aux conditions d'accès à l'emploi titulaire (concours notamment).

#### c) Le tableau des emplois par filière et catégorie :

Filière/catégorie	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017	Au 22/11/2018
	Nombre d'ETP	Nombre d'ETP	Nombre d'ETP	Nombre d'ETP
<b>Emplois fonctionnels</b>	3	3	3	3
<b>Total emplois fonctionnel</b>		<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Administrative</b>				
A	37.90	37.90	38	41
B	25.90	27	23	26
C	141.30	150.40	145	143.10
<b>Total administrative</b>	<b>205.10</b>	<b>215.30</b>	<b>206</b>	<b>210.10</b>
<b>Technique</b>				
A	17	11	9	10
B	9	12	12	8
C	304.80	293.80	274.20	283.30
<b>Total technique</b>	<b>330.80</b>	<b>316.80</b>	<b>295.20</b>	<b>301.30</b>
<b>Sociale</b>				
A	0	0	0	0
B	14	13	13	12
C	91	77.80	83	85.50
<b>Total médico-sociale</b>	<b>105</b>	<b>90.80</b>	<b>96</b>	<b>97.50</b>
<b>Médico-sociale</b>				
A	22.70	7.70	6.70	6.70
B	0	0.75	0	0.17
C	32	31.40	29	30
<b>Total médico -technique</b>	<b>54.70</b>	<b>39.85</b>	<b>35.70</b>	<b>36.87</b>
<b>Sportive</b>				
A	0	0	0	0

<b>B</b>	5	5	4	4
<b>C</b>	0	0	0	0
<b>Total sportive</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<b>Culturelle</b>				
<b>A</b>	6.30	1.80	1.80	0
<b>B</b>	7.30	11.90	12.90	2
<b>C</b>	13.60	11.40	14	0
<b>Total culturelle</b>	<b>27.20</b>	<b>25.10</b>	<b>28.70</b>	<b>2</b>
<b>Animation</b>				
<b>A</b>	0	0	0	0
<b>B</b>	22	21	21	16
<b>C</b>	100	94.35	91.75	89.90
<b>Total animation</b>	<b>122</b>	<b>115.35</b>	<b>112.75</b>	<b>105.90</b>
<b>Police municipale</b>				
<b>A</b>	0	0	0	0
<b>B</b>	0	0	0	0
<b>C</b>	17	15	16	14
<b>Total police municipale</b>	<b>17</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>14</b>
<b>Emplois non cités</b>				
<b>A</b>				
<b>B</b>				
<b>C</b>				
<b>Total emplois non cités *</b>	<b>13</b>	<b>15.82</b>	<b>15.75</b>	<b>14.02</b>
<b>Total général</b>	<b>882.80</b>	<b>842.02</b>	<b>813.10</b>	<b>788.69</b>

***\*nomenclature comptable***

La proportion d'agents de la filière technique est toujours la plus importante notamment en catégorie C. Elle est également croissante en termes de nombre d'emplois. Cette catégorisation des emplois, classique à l'échelon communal, implique la mise en œuvre d'une politique de développement des ressources humaines adaptée: anticipation des reclassements liés à des emplois à forte pénibilité, remise à niveau sur les savoirs de base pour favoriser les mobilités, prévention etc.. (cf dernière partie de cette présentation).

Il est également visible ici que les recrutements d'agents qualifiés de la filière technique pour les emplois d'encadrement, notamment intermédiaires (catégorie B), sont complexes et parfois longs, ce qui explique les écarts entre exercices.

**d) Les données genrées relatives à la structure des effectifs au 31.12.2017**

A noter : ces données genrées font l'objet d'une présentation détaillée dans le rapport complémentaire sur l'égalité entre les femmes et les hommes

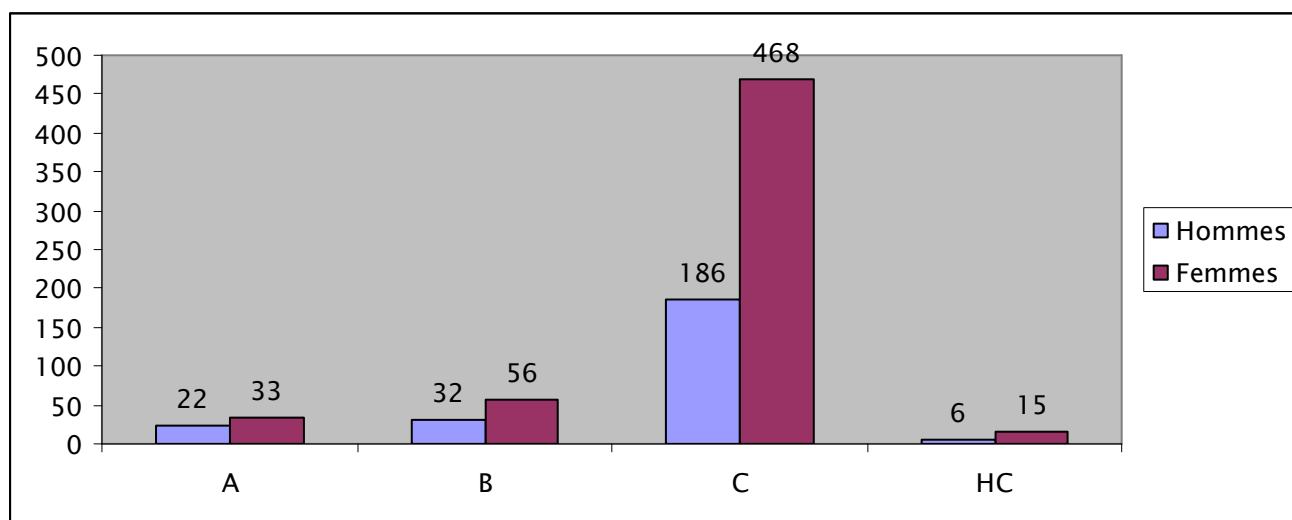
Egalité entre les femmes et les hommes sur emplois permanents pourvus:

**Attention ! Il ne s'agit pas d'effectif en Equivalent temps plein (ETP), conformément au format REC.**

### Répartition par catégorie :

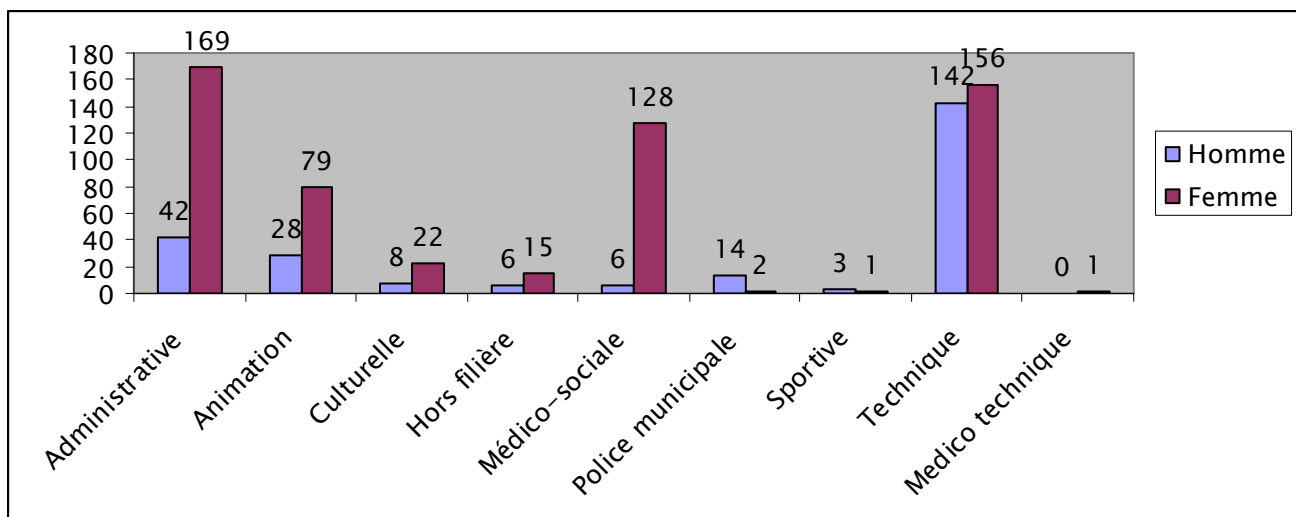
Catégorie	Hommes	Femmes	Total
A	22	33	55
B	32	56	88
C	186	468	654
HC	6	15	21
<b>Total</b>	<b>246</b>	<b>572</b>	<b>818</b>

La part des femmes dans la collectivité est de 70% à cette date, et de 62% dans les trois versants de la fonction publique (chiffre DGAFP 2014 – Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique)



### Répartition par genre selon la filière

Filière	Homme	Femme
Administrative	42	169
Animation	28	79
Culturelle	8	22
Hors filière	6	15
Médico-sociale	6	128
Police municipale	14	2
Sportive	3	1
Technique	142	156
Medico technique	0	1

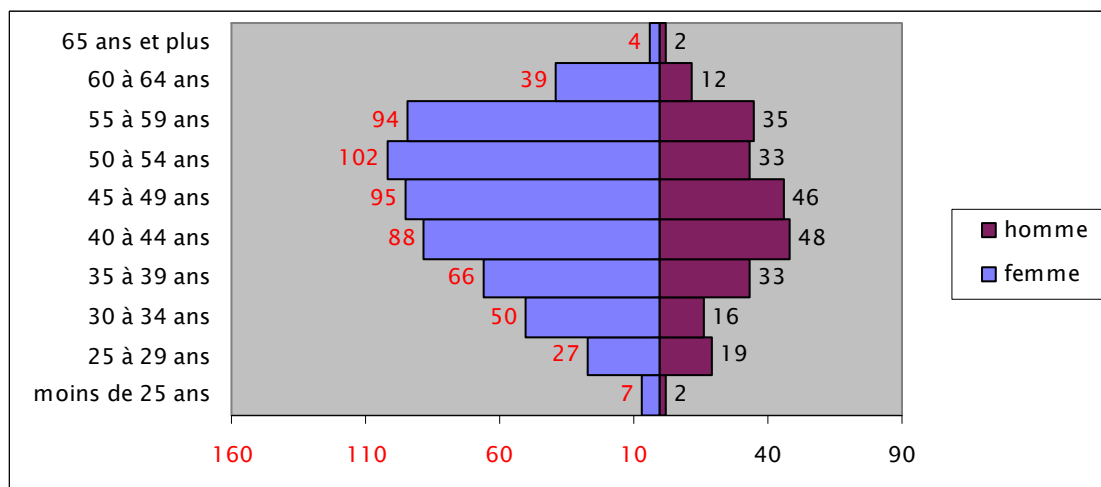


#### Les cadres d'emplois les plus féminisés :

Cadre d'emplois	Nombre de femmes	%
Adjoint administratif	128	87
Adjoint d'animation	68	79
Adjoint technique	151	60
<b>Agent social</b>	42	<b>100</b>
<b>ASEM</b>	37	<b>98</b>
Rédacteur	19	76
Attaché	36	62

A noter : d'autres indicateurs genrés commentés extraits du REC 2017 sont présentés dans le rapport complémentaire « égalité entre les femmes et les hommes » annexé au présent rapport d'orientation budgétaire

#### e) La pyramide des âges de la collectivité au 31.12.2017



L'âge moyen au sein de la collectivité est de 45,9 ans. Au niveau de la fonction publique territoriale, l'âge moyen est de 44,6 ans et de 42,9 ans dans les 3 fonctions publiques (chiffre DGAFP 2016).



Les 50 ans et plus représentent 40% de nos effectifs, sachant que la moyenne est de 37,5% dans la fonction publique territoriale et 32,1% dans les trois versants de la fonction publique (chiffre DGAFP 2016). Il s'agit d'un personnel essentiellement féminin, travaillant dans le secteur où l'effectif communal est le plus important, à savoir la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance. Là encore, cette répartition des effectifs en termes de genre et d'âge est assez classique à l'échelon communal, même si elle est légèrement plus marquée au sein de notre collectivité selon les données comparatives.

Cette pyramide en forme de champignon démontre donc que la population des agents municipaux est vieillissante, sur des emplois à vocation technique souvent peu qualifiés. Les conséquences humaines et financières du vieillissement des effectifs impliquent la nécessité de continuer à développer le travail de prévention de la pénibilité afin de maintenir les agents dans l'emploi le plus longtemps possible, tout en travaillant avec l'encadrement sur les dispositifs de reclassement et d'anticipation de ceux-ci. C'est donc un axe majeur de la politique ressources humaines commentée dans le chapitre 3 du présent document.

#### **f) Le temps de travail**

Les agents de la ville travaillent sur une base horaire de 35 heures hebdomadaires, ou de 37 heures par semaine avec attribution dans ce dernier cas de jours de compensation (12 jours ARTT).

Les cycles de travail ont fait l'objet de projets de direction pour être adaptés aux besoins du service public local, notamment en termes d'accueil des usagers. Ainsi ce temps de travail peut être annualisé.

#### **Répartition des emplois à temps plein ou à temps partiel au 31/12/2017:**

Sexe	Temps complet	Temps partiel	Temps partiel thérapeutique année 2017	Temps partiel thérapeutique Année 2018 au 22/11/2018
Hommes	239	3	0	2
Femmes	525	34	3	9

La totalité de ces temps partiels sont des temps partiels à la demande des agents (temps partiel de droit ou sur autorisation)

On peut noter une augmentation importante du nombre d'agents en temps partiel thérapeutique, sur avis médical. Celui-ci a vocation à permettre un retour à l'emploi plus rapide et progressif après une longue période d'absence pour raison de santé. Il nécessite cependant une ré interrogation de l'organisation des services en conséquence, notamment lorsque l'agent concerné est sur des fonctions d'encadrement, et donc un accompagnement RH et managérial renforcé.

#### **g) Les données d'évolution des emplois et carrières**

##### **Le bilan des avancements et évolutions statutaires de carrière :**

Libellés	2016	2017	2018 au 22/11/2018
Promotion interne	6	0	0
Avancement de grade	25	44	66
Avancement d'échelon	303	231	353

La Municipalité a mis en œuvre une politique active en matière d'évolution de carrière, qui sur ce volet ne concernent règlementairement que les agents titulaires.

Il convient cependant de noter que sur le volet des promotions internes, elle doit soumettre ses propositions de dossiers à la CAP (commission administrative paritaire) siégeant au centre de gestion, et est donc soumise aux règles de quotas déterminés par celui-ci. Chaque dossier remporte au vu de différents critères prédéterminés (emploi occupé, effort de formation de l'agent, examens professionnels obtenus etc.) un certain nombre de points déterminant un seuil d'admissibilité, dans la même logique qu'un concours. Cette sélection exigeante, notamment sur des cadres d'emplois ou les demandes des collectivités sont nombreuses (attachés, rédacteurs) implique un grand nombre de dossiers non retenus par la CAP. Ainsi le chiffre de 0 en 2018 (chiffre provisoire) ne signifie pas qu'aucun dossier n'a été présenté à la CAP par la Municipalité.

S'agissant des avancements de grade, la croissance sur les deux derniers exercices s'explique par deux facteurs :

- La volonté active de la Municipalité de favoriser ceux-ci, et donc l'évolution statutaire des agents, notamment pour la reconnaissance de l'expérience acquise. Ainsi les ratios d'avancements de grade, en concertation avec les organisations syndicales, ont, par décision de l'assemblée délibérante évolué à 100 %. Dans ce cadre 100% des agents remplissant les conditions statutaires peuvent donc le cas échéant être nommés sur le tableau annuel d'avancement, ces nominations intervenant toutefois dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle qui est consacrée au tableau d'avancement annuel pour chaque grade.
- La mise en œuvre du PPCR, qui en fusionnant certains grades et les grilles indiciaires en découlant, a permis un plus grand nombre d'agents remplissant les conditions statutaires d'avancement.

Enfin s'agissant des avancements d'échelon il convient de noter que le PPCR (protocole sur les parcours professionnels et rémunérations), dispositif national gouvernemental pluriannuel, mis en œuvre à compter du 01.01.2017, a instauré une durée d'avancement d'échelon unique (et non plus le choix de l'avancement d'échelon à l'ancienneté minimale ou maximale). Toujours dans le cadre de ce protocole, la plupart des grilles indiciaires ont été revues, modifiant les durées d'avancement. Ceci explique la « baisse » en 2017 (début de la durée unique) puis croissance en 2018, un grand nombre ayant acquis l'ancienneté nécessaire pour bénéficier d'un avancement d'échelon au regard de ces nouvelles grilles.

#### **La politique de déprécarisation des emplois :**

<b>Nombre d'agents Titularisés</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>
Loi Sauvadet			10
Hors loi Sauvadet	4	6	8

La prolongation des dispositions de la loi 2012.342 dite loi Sauvadet » pour l'accès à l'emploi titulaire jusqu'en Mars 2018 avait permis, au regard des conditions d'accès et de la délibération prise en ce sens en 2017, la pérennisation des emplois suivants :

**4** agents avaient réussi l'entretien professionnel en catégorie A, et ont pu être nommés stagiaires avant le 31 Décembre 2017 (2 agents avaient quant à eux échoué aux épreuves de sélection, et deux autres ne faisaient plus parties des effectifs). L'un des deux agents ayant échoué aux sélections en 2017 a réussi celles-ci en 2018, et a ainsi pu être nommé stagiaire

**Toujours dans le cadre du dispositif « Sauvadet » 6** agents en catégorie C ont été nommés stagiaires par recrutement direct avant le 31.12.2017

**Ces 10 agents ont été titularisés en 2018.**

Pour 2018, et bien qu'elle n'avait plus d'obligation législative à mettre en place ce type de dispositif, la Municipalité a mis en place un plan annuel de stagiairisation, destinée à favoriser l'accès à l'emploi titulaire d'agents contractuels sur emplois permanents.

**Dans le cadre de cette décision politique, 23 agents ont pu être stagiairisés en 2018**, pour une titularisation éventuelle (selon les conditions règlementaires) en 2019. Parmi ces 23 agents, 60 % des effectifs concernés sont des effectifs de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance, en cohérence avec la répartition des effectifs de la ville par direction. La municipalité a donc respecté son engagement, notamment auprès des partenaires sociaux, à favoriser l'accès à l'emploi titulaire consécutivement à la suppression de la prime d'installation.

#### **Les mobilités externes :**

Au 31.12.2016 : 38 arrivées et 65 départs

Au 31.12.2017 : 71 arrivées et 102 départs

La prévision connue à ce jour sur l'année 2018 est de 81 entrants et 121 sortants dont 38 agents de la médiathèque et 13 départs à la retraite.

Hors transferts, les autres mobilités externes s'expliquent donc par des départs en retraite importants, des mutations, demandes de disponibilités ou détachement, ainsi qu'a des démissions (contractuels) ou fins de contrat.

Si le nombre de départ est supérieur sur l'exercice aux arrivées, c'est parce qu'il y a ré interrogation systématique de la pertinence du remplacement en cas de vacance d'emploi (ou de ré interrogation des missions), mais aussi d'un décalage temporel entre le départ de l'agent et l'arrivée du nouveau recrutement (ainsi un agent parti en octobre peut être remplacé en Janvier de l'exercice suivant, du fait de la difficulté de recruter certains profils, ou de tenir compte des délais de mutation d'un fonctionnaire). Il est aussi lié au transfert de personnel d'un équipement en début d'année (médiathèque) à l'établissement public territorial Est ensemble (1 agent de l'équipement étant temporairement mis à disposition au 01.01.2018 pour bénéficier de dispositions statutaires spécifiques à son cadre d'emploi).

On observe donc une rotation du personnel assez régulière, démontrant la politique active de recrutement pour remplacement des agents sortants. Le décalage temporel entre la sortie et une nouvelle entrée est malheureusement souvent inévitable, tant par les difficultés de recrutement sur certains secteurs que par les durées potentielles de préavis (3 mois pour un agent titulaire).

Les prévisions de départ 2019 connues à la date de rédaction du présent rapport sont de 7 départs retraites, 1 mutation, 2 disponibilités, 1 congé parental, 1 fin de contrat (à l'initiative de l'agent) (sachant que tous les départs en retraite d'un exercice ne peuvent être connus en fin d'année précédente, les agents pouvant présenter leur demande 6 mois avant la date de départ souhaité). D'autre part un agent en disponibilité ou congé parental dispose de trois mois pour demander sa réintégration. Il est donc difficile d'anticiper les départs et les réintégrations d'une année sur l'autre.

#### **Les mobilités internes :**

En 2018, 29 mobilités, ont été effectives, en 2017, 45 mobilités internes et 30 en 2016.

La collectivité a donc continué son travail de mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des parcours professionnels engagé en 2016. Ainsi en 2017, 8 agents en reclassement pour motif médical ont pu être reclassés définitivement sur postes vacants.

30 agents en demande de mobilité ont été suivis par le service emploi de la direction des ressources humaines, et 70 entretiens d'accompagnement ont été réalisés durant l'année 2017. Pour l'année 2018, 31 agents sont en demande de mobilité et 59 entretiens d'accompagnement à la mobilité ont d'ores et déjà été réalisés au 22/11/2018.

28 agents sont en situation d'attente de reclassement pour motif médical et font donc actuellement l'objet d'un accompagnement spécifique, et 57 entretiens d'accompagnement ont été réalisés dans ce cadre. 7 agents ont d'ores et déjà pu être reclassés.

- des formations cibles proposées pour le maintien dans l'emploi ou le retour à l'emploi ont été réalisées, qui représentent **278 jours**.
- **103 formations** ont été suivies dont **84 permettent l'acquisition du bloc de compétences** de base en gestion administrative, afin de favoriser le reclassement.
- **94% des formations programmées sur cette thématique de prévention ont été réalisées** grâce notamment à la réinscription systématique des agents en cas de refus du CNFPT

## 2. Les dépenses de personnels

### a) Montants globaux :

Masse salariale Compte Administratif 2016 (012) : 36 505 916€

Masse salariale Compte Administratif 2017 (012) : 36 903 584€

Masse salariale exécutée au 15 novembre 2018 : 31 133 436€

Projection du réalisé 2018\* : 34 276 318€

*\* prévision à la date de rédaction du présent rapport, bien entendu susceptible d'être réajustée car exercice non clos.*

La collectivité, par ses orientations et actions, a pu sur l'exercice continuer à maîtriser l'évolution de ses dépenses de personnel, et ce en dépit des trois socles de dépenses suivants :

- la mise en œuvre de mesures nationales qui s'imposent à la collectivité en matière statutaire, d'augmentation de cotisations et autres charges ;
- la mise en œuvre des mesures gouvernementales et notamment l'accord PPCR (parcours professionnel des carrières et des rémunérations) ;
- le glissement vieillesse technicité du personnel municipal sur le volet mesures individuelles (y compris lié aux mesures gouvernementales), pourtant contenu et neutralisé par l'effet noria (différentiel entre les salaires des entrées et des sorties, les entrants pouvant avoir une rémunération inférieure que les sortants en fin de carrière). Ce GVT lié aux mesures individuelles était de 1.99% en 2016, et de 2.05% en 2017. Ce même GVT est en prévision de 2.01 %, pour l'exercice 2018, donc relativement stable, et neutralisé par les efforts faits par la municipalité pour maîtriser la masse salariale.

**b) La rémunération des agents permanents (Traitement indiciaire - primes et indemnités)**

Libellé	CA 2016	% de l'année 2016 sur le 012	CA 2017	% de l'année 2017 sur le 012	CA 2018 projection sur 12 mois	% de l'année 2018 sur la projection du 012
Rémunération principale titulaire*	13 651 969	37,39	13 680 601	37,07	13 036 499	38,03
Autres indemnités titulaires (avec prime annuelle)	3 236 455	8,86	3 150 865	8,53	2 948 783	8,60
Rémunérations non titulaires	3 325 364	9,10	3 516 071	9,53	3 559 636	10,39
Autres indemnités non titulaires (avec prime annuelle)	724 043	1,98	631 059	1,71	661 100	1,93

\*traitement indiciaire

**Le détail de la prime annuelle :**

Prime annuelle 2016 = 676 582€

Prime annuelle 2017 = 667 642€

Projection 2018 = 639 581€

Pour rappel la prime annuelle, versée en deux parties (mai et novembre) est versée aux agents occupant un emploi permanent.

**Les heures supplémentaires rémunérées**

Heures supplémentaires 2016, y compris élections : 22 889 heures

Heures supplémentaires 2017, y compris élections : 21 632 heures

Projection 2018 = 19 297 heures

La collectivité a poursuivi ses efforts significatifs de baisse des dépenses liées aux heures supplémentaires, notamment par des réorganisations des cycles de travail permettant une meilleure organisation des services.

Cet effort est donc conditionné par les réflexions de l'encadrement sur l'organisation et l'harmonisation des pratiques en matière de gestion du temps de travail, sans pour autant porter préjudice au bon fonctionnement des services et à la qualité du service rendu, notamment en terme d'ouverture des services au public.

**La NBI :**

NBI 2016: 269 571€

NBI 2017: 317 725€

Projection 2018 = 267 883€

Il convient de noter que le transfert de 38 agents bénéficiant pour certains d'une NBI au titre des fonctions exercées a eu pour conséquence une baisse de cette enveloppe sur l'exercice 2018.

Plus généralement, la NBI (nouvelle bonification indiciaire) suit la progression de la rémunération des agents, et avait connu une hausse en 2017 du fait de la mise en œuvre de la nouvelle NBI sur les QPV (quartiers politiques de la ville), mesure gouvernementale. Il convient de noter que la NBI versée pour les agents titulaires est conditionnée notamment par l'exercice de fonctions précisées dans le décret d'application.

**Les avantages en nature :**

Libellé	Nombre agents 2016	Nombre agents 2017	Nombre agents 2018 au 22/11/2018
Avantage en nature logement	27	29	28
Avantage en nature repas	57	46	26
Avantage en nature véhicule	1	1	1

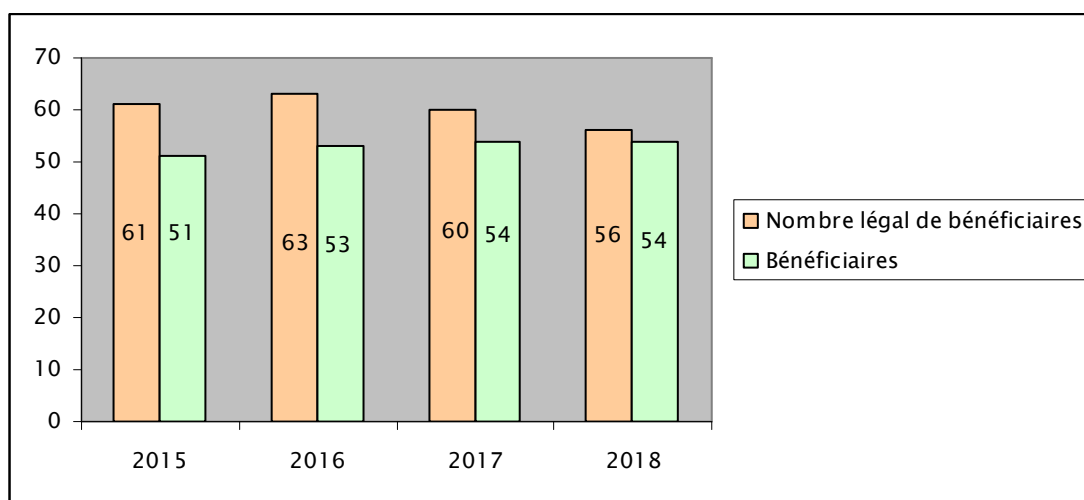
**c) Les dépenses liées à l'emploi des travailleurs en situation de handicap**

Les ETP à prendre en compte pour le calcul sont tous les agents y compris les contractuels non permanents « horaires » et contrats de droit privé rémunérés au 1<sup>er</sup> janvier de l'année écoulée.

Cet effectif permet d'apprécier le seuil des 20 salariés ou agents à partir duquel un employeur est assujéti à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés et assimilés.

Le montant de la contribution est calculé en fonction du nombre d'unités manquantes et de la taille de l'employeur.

Année	Nombre légal de bénéficiaire de l'obligation	Effectif déclaré total des bénéficiaires de l'obligation d'emploi	Taux d'emploi légal %	Montant de la contribution en euros
2015	61	51	5.07	54 038.44
2016	63	53	5.09	55 182.54
2017	60	54	5.32	34 652.47
2018	56	54	5.77	11 172.96



La collectivité a poursuivi son effort constant d'augmentation du recrutement et de la reconnaissance des travailleurs en situation de handicap, en mettant par ailleurs en place des mesures (et dépenses associées) liées à l'aménagement des postes de travail et au maintien dans l'emploi des agents concernés.

Ainsi la décroissance de la contribution obligatoire liée au taux d'emploi avoisinant les 6 % visés doit permettre à la collectivité de continuer à travailler sur ses dispositifs d'accompagnement individualisé et de maintien dans l'emploi pour tous les types de handicaps. Dans ce cadre elle a mis en place un partenariat étroit avec le FIPHFP (et a adhéré à la convention signée entre ce fond et le CIG petite couronne), qui concourt pour partie au financement des matériels indispensables aux aménagements de poste et au maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap.

#### **d) La participation employeur aux dispositifs de complémentaire santé et prévoyance**

263 agents ont adhéré à la prévoyance groupe et 241 ont une complémentaire santé labellisée sur 859 agents de la ville.

	Nombre agents en 2017	Participation actuelle € en 2017	Nombre agents en 2018	Participation actuelle € en 2018
Prévoyance	263	23 820	270	29 332
Mutuelle	241	37 740	270	46 635
Total	504	64 560	540	69 638

Si l'on peut noter une faible proportion d'agents bénéficiant actuellement d'une participation à l'une ou l'autre des garanties par rapport aux effectifs globaux (moins d'un tiers des effectifs), on note cependant une augmentation significative du nombre de demandeurs (et donc d'adhérents) en 2018 sur la mutuelle.

Comme elle s'y était engagée, la Municipalité a initié en 2018 une concertation avec les partenaires sociaux pour étudier la faisabilité d'augmentation de la participation employeur à l'adhésion à une complémentaire santé (mutuelle) et/ou à un régime de prévoyance (garantie maintien de salaire en cas d'absence prolongée pour raisons de santé). L'objectif était de permettre aux agents de sécuriser leur parcours professionnel en matière de santé, et de favoriser leur adhésion à ces garanties qui peuvent permettre de prévenir les risques d'absences pour raison de santé et de contenir l'impact financier de celles-ci en cas d'absence prolongée. Cette concertation a permis par la suite à l'assemblée délibérante



d'adopter une revalorisation de la participation employeur de 25% pour la mutuelle et 30% pour la prévoyance.

La Municipalité a continué en parallèle ses actions de sensibilisation des personnels sur l'importance de ces protections et garanties, et elle continue sa concertation avec les organisations syndicales sur le sujet, notamment au regard de l'évolution du contrat groupe concernant la prévoyance, souscrit par le centre de gestion.

### **3. Les grandes orientations pour 2019**

L'exécution (connue à ce jour) et le reste à réaliser du budget 2018 sur le chapitre 012 font d'ores et déjà état d'un budget à nouveau contenu. Cet effort est caractérisé par la mise en œuvre des orientations RH présentées dans le cadre de l'élaboration du BP 2018.

Pour rappel ces engagements étaient les suivants :

- L'anticipation et la projection des mouvements de personnel, et une interrogation constante du plan de recrutement, notamment en cas de vacance de poste (ce qui peut aussi expliquer la variation entre les arrivées et les départs, sans signifier pour autant que les départs ne sont pas remplacés, puisque la collectivité a recruté activement durant l'exercice),
- La continuité de l'effort de maîtrise des variables compressibles telles que les heures supplémentaires, par une optimisation de l'organisation des services et du temps de travail,
- Une anticipation aussi fiable que possible des évolutions de charges de personnel incompressibles, et des recherches de compensation de celles-ci,
- Des réorganisations de services en 2018, ayant permis une clarification et simplification des circuits, le développement de compétences nouvelles et une optimisation du service rendu à la population par le regroupement physique de certains services.
- Un travail soutenu et la création de nouveaux dispositifs en ressources humaines sur le maintien dans l'emploi, les mobilités et le reclassement des agents devenus inaptes à leur poste, afin de prévenir et gérer les effets d'usure professionnelle, qu'elle qu'en soit le motif (pénibilité du travail ou souhait de mobilité interne).

Ces efforts seront reconduits en 2019, afin notamment de continuer à neutraliser l'effet dit de « GVT » (glissement vieillesse technicité), sachant qu'est prévue en Janvier 2019 la seconde phase de mise en œuvre de l'accord PPCR, et la continuité de la mise en place progressive du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) dans sa part fixe et variable, au fur et à mesure de la publication des arrêtés ministériels correspondant.

La concertation avec les partenaires sociaux a permis en 2018 une étude sur la mise en œuvre des modalités d'évolutions du taux d'attribution du CIA, dans la limite de l'enveloppe budgétaire dédiée à cette part variable du nouveau régime indemnitaire. Cette concertation a permis de réinterroger les dispositifs d'évaluation annuelle, et donc les critères d'appréciation de la valeur professionnelle et d'attribution de cette part variable du régime indemnitaire. Ce travail important de concertation avec les partenaires sociaux et l'encadrement a permis à l'assemblée délibérante d'adopter le projet d'évolution de cette partie du régime indemnitaire, dans la logique de suivi des évolutions de carrière et de valorisation des parcours.

Les augmentations incompressibles de la masse salariale et les enveloppes consacrées à l'accompagnement des carrières et à la fidélisation des personnels seront cependant en 2019 contenues d'un point de vue strictement comptable par le suivi rigoureux des effectifs, remplacements et recrutements nécessaires au bon fonctionnement des services.

**Ainsi la prévision sur le chapitre 012 est, à la date de rédaction du présent rapport, de 34 789 817 euros (chiffre arrondi). Pour rappel le BP 2018 était de 35 579 044 euros sur ce chapitre.**

Pour pondérer les effets mécaniques du GVT sur la masse salariale sans porter préjudice aux évolutions de carrières des agents de la collectivité, et présenter un budget primitif en baisse par rapport au BP de

l'année antérieure, la Municipalité continuera donc également à travailler sur les orientations de gestion des ressources humaines et financières qu'elle a déterminé dans son projet:

- L'optimisation du fonctionnement des services par des ajustements organisationnels adaptés, ces dispositifs impliquant étroitement l'ensemble des cadres de la collectivité, pour stabiliser les effectifs et les adapter au plus juste aux besoins de la collectivité.
- La maîtrise en conséquence du plan de recrutement et de remplacement annuel, et la continuité du travail engagé en matière de gestion optimale des mouvements de personnel. Il n'est bien entendu pas opportun de geler l'ensemble des besoins en recrutements sur postes vacants, pour ne pas au mettre en péril la continuité de service et la qualité du service.
- La continuité du travail de maîtrise des heures supplémentaires, astreintes et remplacements (la maîtrise durable impliquant une réorganisation du temps de travail de certains services, dont la réflexion a d'ores et déjà été engagée en 2016 sur certains secteurs).
- La continuité du travail engagé sur la maîtrise de l'absentéisme, qui avait notamment abouti en 2016 à la signature d'un accord sur la prévention de la santé et de la qualité de vie au travail avec l'organisation syndicale majoritaire. Cette continuité permettra de suivre en 2019 le plan d'action découlant des engagements de cet accord.
- Les actions précédemment engagées sur la prévention et la gestion des accidents de service ont permis une baisse de la sinistralité sur ce volet. La modulation d'un régime indemnitaire fixe adoptée par l'assemblée délibérante, conjuguée au rétablissement par décision gouvernementale de la journée de carence, a également permis en 2018 de baisser le coût global de l'absentéisme.
- La continuité en 2018 de la mise en œuvre de la refonte du régime indemnitaire, en concertation avec les partenaires sociaux.
- La finalisation de la mise en œuvre en 2019 du plan de formation pluriannuel 2017-2019 qui accompagnera toutes ces évolutions en répondant aux besoins en compétences individuelles et collectives, et aux souhaits d'évolutions de chacun. L'effort de formation décidé par la municipalité, bien au-delà de la cotisation obligatoire au CNFPT, a de nouveau permis en 2018 la mise en œuvre d'un grand nombre d'actions de formations individuelles et collectives, et de remise à niveau. L'exécution de ce budget est quasi-totale, ce qui justifie le besoin en formation et la nécessité de faire perdurer cette orientation forte, notamment au regard des besoins croissants de formation et habilitations réglementaires visant à professionnaliser certains emplois, et la qualification des personnels.
- Le travail initié de remise à niveau des savoirs de base pour les personnels non qualifiés sera également renforcé, notamment via la mise en œuvre des priorités d'accès dédiées à ces publics dans le cadre du compte personnel de formation (CPF).

En conclusion, la Municipalité souhaite continuer à répondre par ses dispositifs de développement des ressources humaines aux grands enjeux de gestion prévisionnelle des effectifs, emplois, et compétences pour l'année 2019, et ainsi assurer la maîtrise des dépenses de personnel dans un contexte général de baisse des ressources locales;

À moyens réduits ou constants, ces orientations répondent à la nécessité d'anticiper les évolutions des orientations politiques souhaitées en terme de périmètre de l'offre de service public, et de faire évoluer en conséquence les modes d'organisation et de gestion des services, afin de continuer à assurer la qualité du service public.

Elle continuera également à renforcer le dialogue social, par la continuité de la mise en œuvre de projets de développements RH concertés, de stabilisation des effectifs, de prestations sociales, de couverture

santé et prévoyance et ce dans un contexte de début de mandat pour les représentants du personnel élus fin 2018;

**Sur le chapitre 011, la prévision budgétaire 2019 RH est à la date de rédaction du présent rapport de 269 281 euros. Pour rappel le BP 2018 était sur ce chapitre de 295 500 euros.** La baisse s'explique par le transfert du chapitre 011 au 012 de la charge d'une partie des indemnités de régisseur dans le nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP), et la grande maîtrise des dépenses liés aux honoraires et expertises médicales, en faisant notamment appel aux expertises incluses dans le contrat d'assurance du personnel.

**Enfin sur le chapitre 65, la prévision budgétaire 2019 est à la date de rédaction du présent rapport de 522 566 euros. Pour rappel le BP 2018 était de 526 650 euros.** Cette très légère baisse est notamment liée à la variabilité constatée des cotisations à des régimes de retraite complémentaires non obligatoires (CAREL) souscrits par certains élus.

Cette exécution budgétaire sur ces trois chapitres, et la préparation de l'exercice à venir ont donc été établies dans la continuité de la politique de gestion des ressources humaines municipale, à la fois rigoureuse et ambitieuse, notamment par l'accompagnement des parcours professionnels et la valorisation des expertises individuelles et collectives, en permettant également aux encadrants de tous niveaux d'être accompagnés quotidiennement dans leurs fonctions, dans le respect de valeurs communes formalisées.

## 4.2 La gestion de la dette

### - Situation actuelle

L'encours de dette de la Ville atteint 78 969 846 € au 31 décembre 2018 contre 79 877 497 € un an auparavant.

Ainsi, malgré la mobilisation d'un emprunt en novembre 2018 à hauteur de 8 136 788 € (contrat signé en 2017), la dette de la Ville est en baisse suite au remboursement de l'emprunt 2013\_001 en janvier 2018 pour un montant de 4 187 500 €.

La synthèse de la dette fait apparaître les éléments suivants :

Capital restant dû	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne
78 969 845,70 €	2,82 %	14 ans et 8 mois	8 ans et 1 mois

Le taux moyen de la dette est en baisse par rapport à 2017 (2,82% contre 2,88%) mais il reste supérieur au taux moyen de l'ensemble du territoire (2,37% au 31/12/17).

La durée de vie résiduelle est en hausse sur une année (14,8 ans contre 14,2 ans en 2017) mais elle s'établit à un niveau quasiment équivalent à celui du territoire (14,3 ans au 31/12/2017).

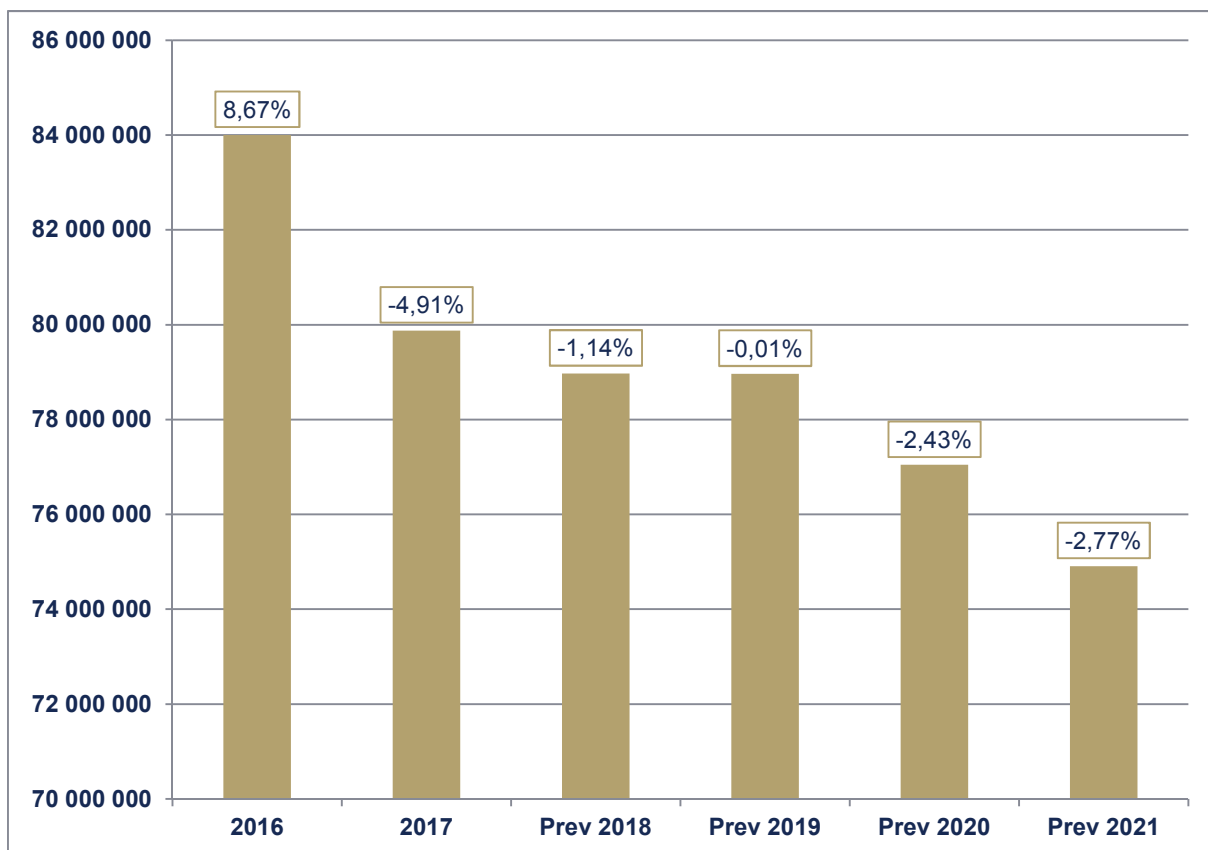
La durée de vie moyenne permet de savoir au bout de combien de temps la Ville aura remboursé 50% de sa dette. C'est un indicateur du rythme de désendettement. .

### - Evolution de l'endettement (stock de dette)

Les années 2015 et 2016 ont été 2 années durant lesquelles le recours à l'emprunt a été plus important que le remboursement en capital engendrant une hausse de l'encours de dette. Cet endettement a permis à la Ville de pouvoir réaliser des projets structurants. Cette dernière souhaite maintenant entrer dans une phase de stabilisation voire de désendettement.

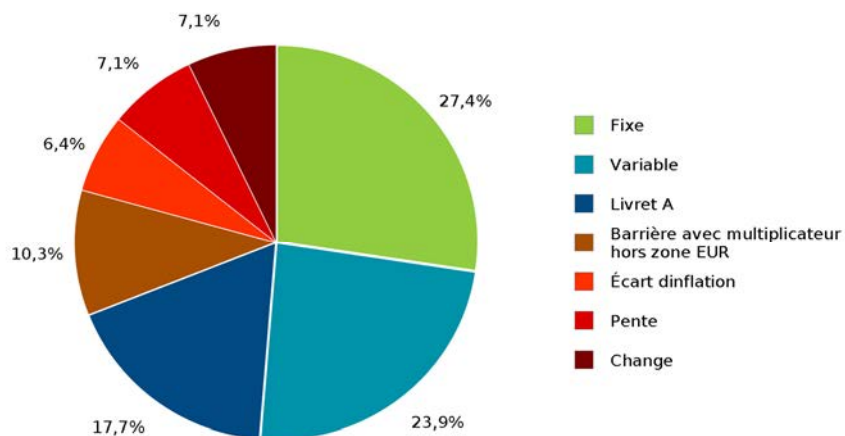
	2016	2017	Prev 2018	Prev 2019	Prev 2020	Prev 2021
<b>Capital Restant Dû cumulé au 31/12</b>	84 002 612	79 877 497	78 969 846	78 964 094	77 043 762	74 909 586
<b>Remboursement capital de la dette</b>	4 901 172	6 925 115	9 044 439	5 255 752	5 445 758	5 564 538
<b>Emprunts nouveaux</b>	6 847 000	2 800 000	8 136 788	5 250 000	3 525 427	3 430 362

En empruntant moins que le remboursement en capital sur l'année, la Ville réussit à opérer un désendettement, et ce, dès 2018.



#### - Le risque de taux

L'encours de dette de la Ville se répartit de la façon suivante :

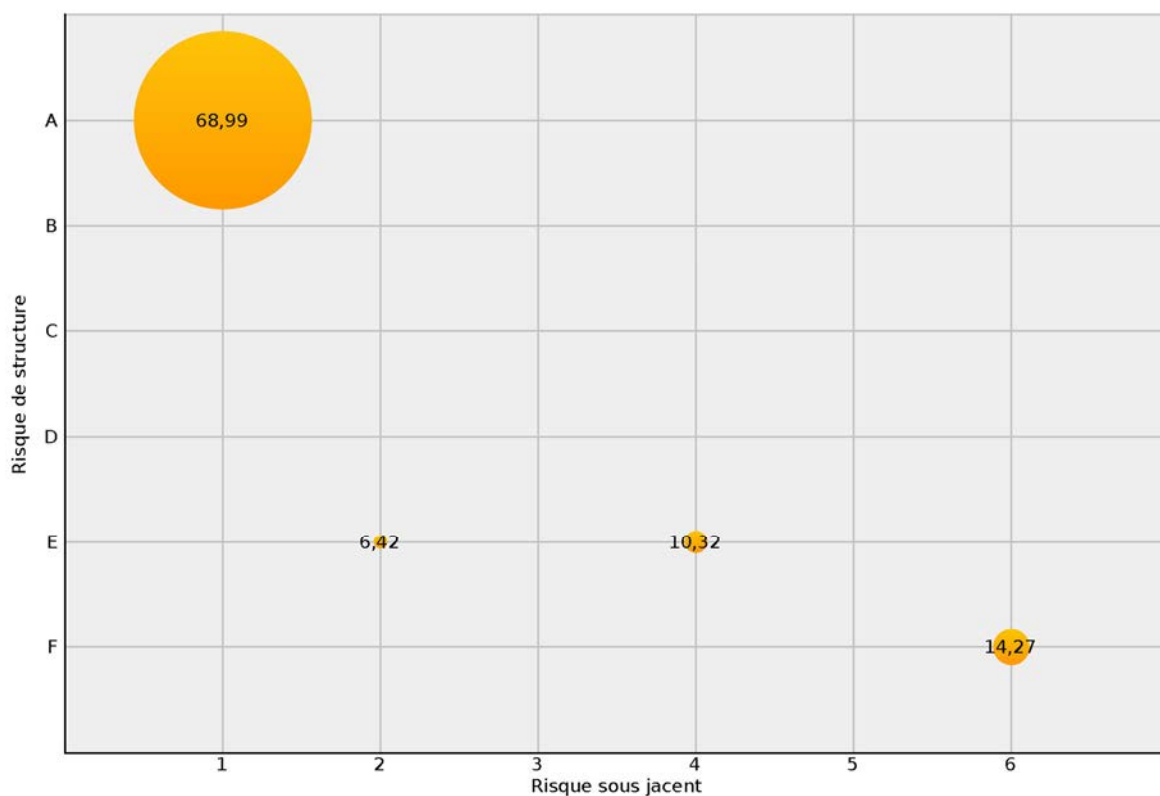


Ainsi, la dette à taux fixe représente 27,4% de l'encours et la dette à taux variable 41,6% dont 23,9% de taux variable « purs » et 17,7% de Livret A. La part des emprunts structurés s'élève à 30,9%. La Ville a ainsi pu profiter, sur ses taux variables, du contexte historiquement bas des index monétaires.

Au sens de la charte de bonne conduite dite charte Gissler, le risque de taux de la Ville est représenté comme suit :

Risque faible

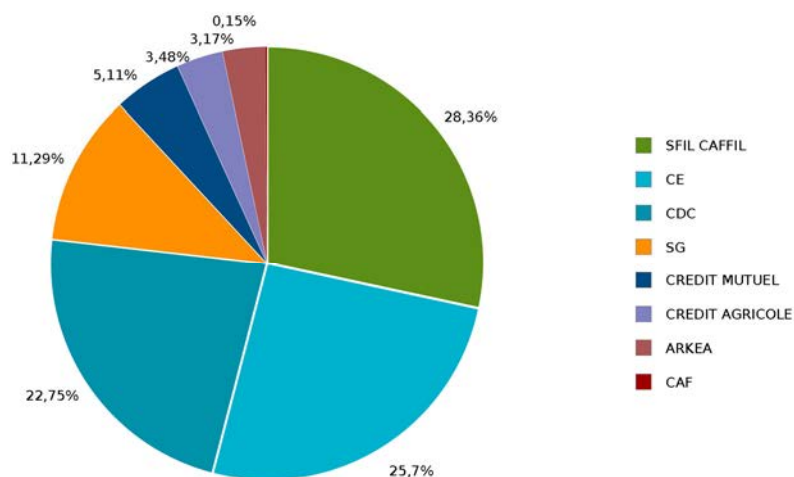
Taille de la bulle = % du CRD



Risque élevé

## - La dette par prêteur

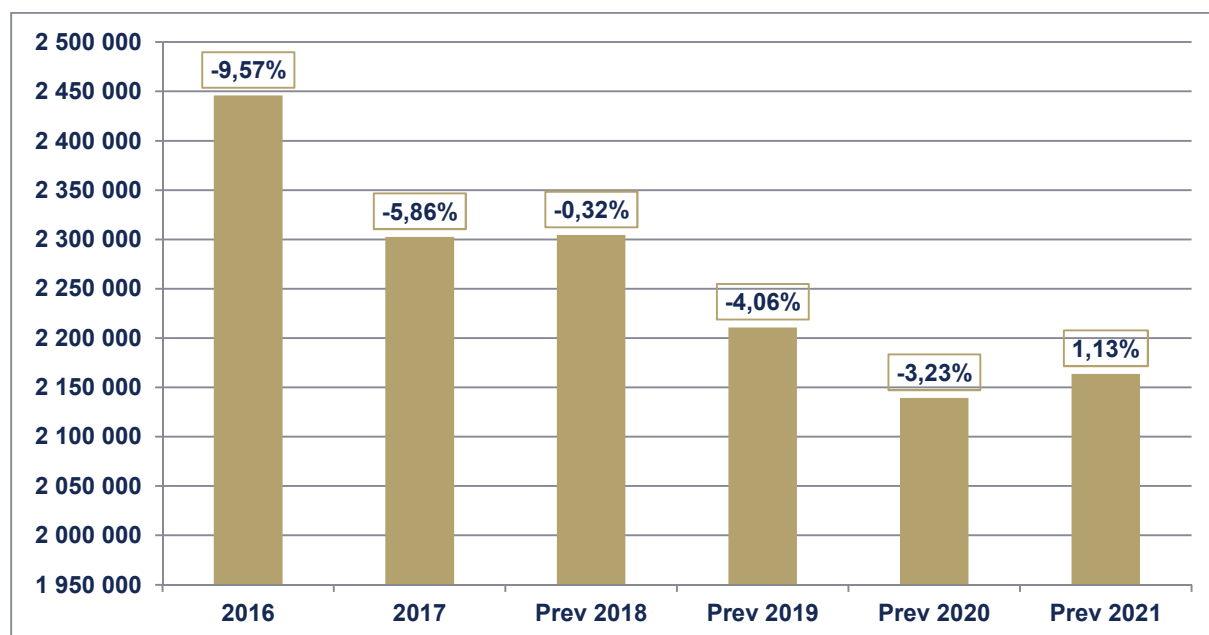
Le retour de la liquidité sur le marché interbancaire a permis de revenir dans un environnement très concurrentiel profitant aux collectivités. En effet, les propositions de financement se multiplient, les marges bancaires et frais annexes diminuent. La ville de Noisy Le Sec a su profiter de ce contexte et présente un panel de prêteur diversifié.



## - Evolution de la charge d'intérêt

Malgré une remontée progressive des taux anticipée par la BCE sur les années à venir, la charge d'intérêt de la Ville reste globalement maîtrisée du fait notamment de la baisse graduelle de l'encours de la dette.

	2016	2017	Prev 2018	Prev 2019	Prev 2020	Prev 2021
Intérêts de la dette (art 66111)	2 445 784	2 302 492	2 295 182	2 152 424	2 139 358	2 163 631



L'évolution contenue de la charge de la dette (capital + intérêt) est le fruit d'une gestion active de l'encours (répartition fixe-variable, contexte de marché) corrélée à des remboursements anticipés opérés sur la période 2015-2018.

Remboursement anticipé	688 000 €	2 137 050 €	4 187 500 €	7 012 550 €
Exercices comptables	CA 2015	CA 2016	2018	Total sur la période

A noter que les actions à mener sont similaires à celles de 2018 à savoir :

- Limiter l'emprunt N au remboursement de capital N-1 et améliorer ainsi l'autofinancement *(si je rembourse 5 M€ en 2018, je ne pourrais pas emprunter plus de 5 M€ pour 2019)*
- Profiter des opportunités du marché en opérant des changements d'index, et des taux variable restés attractifs,
- Capitaliser les produits de cessions sur le désendettement par des remboursements anticipés (RA),

### 4.3 La section de fonctionnement

#### - Les recettes

- La fiscalité directe :

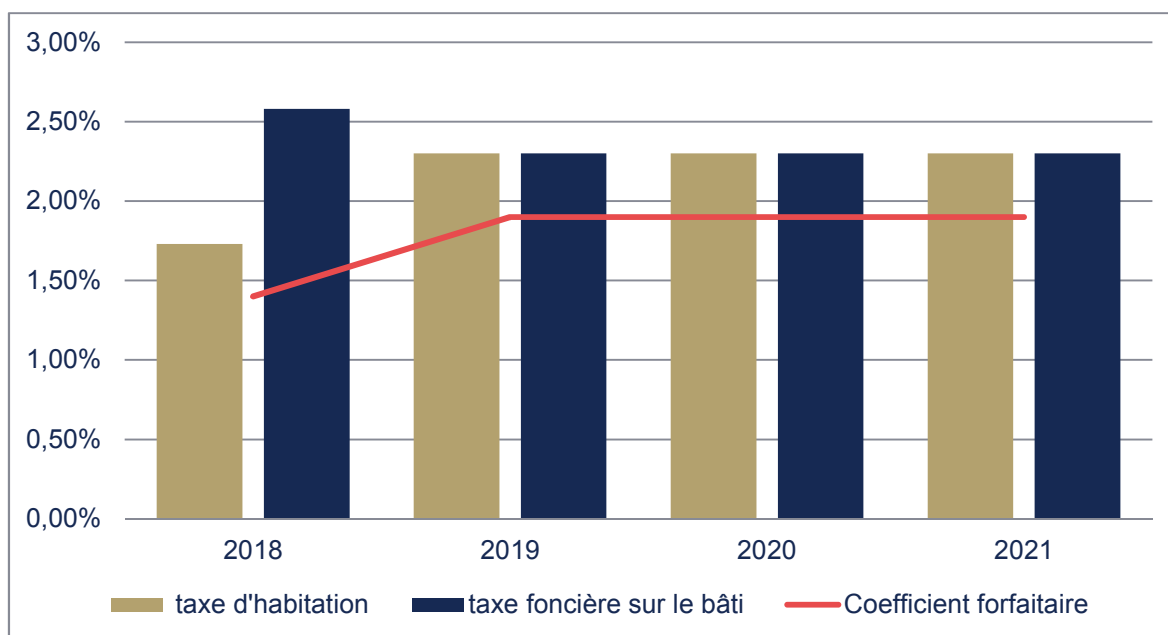
*Au regard de la date du vote du budget primitif, la ville de Noisy-le-Sec n'aura pas connaissance des notifications des bases fiscales et des dotations de l'Etat.*

Malgré la deuxième année de réforme de la taxe d'habitation, le produit des contributions directes devrait progresser en 2019. En effet, l'Etat s'est engagé à compenser intégralement aux collectivités le dégrèvement de la taxe d'habitation (pour rappel 65% en 2019).

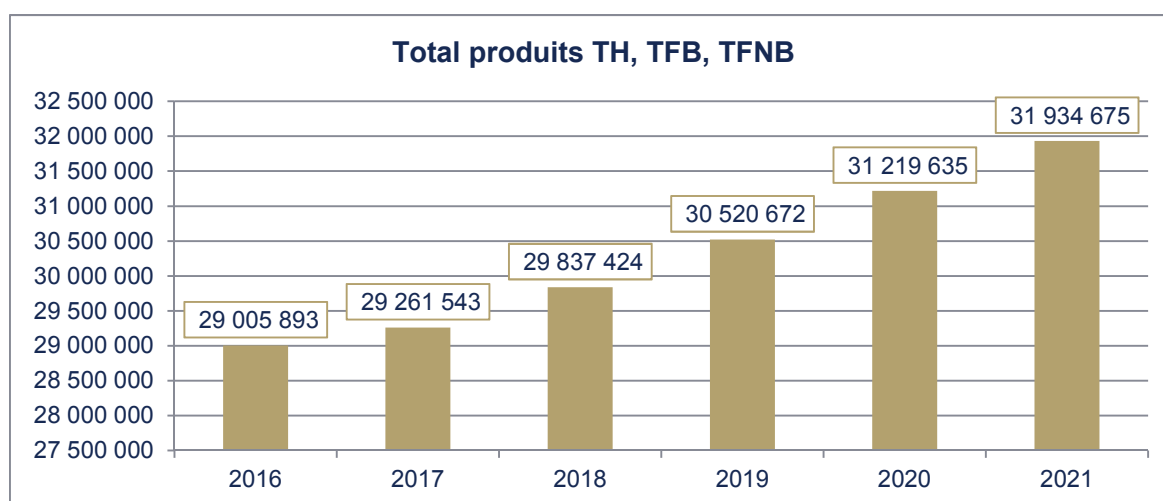
De plus, la ville profitera de la dynamique des bases fiscales qui évoluent selon un coefficient de revalorisation physique (nouveaux logements créés sur le territoire) et un coefficient de revalorisation forfaitaire. Ce dernier correspond aux taux d'inflation constaté au mois de novembre N pour application en N+1. Il s'établit ainsi pour 2019 à 1,9% (première estimation d'inflation).

Pour l'exercice qui arrive, il a été pris en compte, par prudence, une évolution des bases de 2,3% dont 0,4% d'évolution physique. Ce niveau de progression a été maintenu sur les années suivantes.



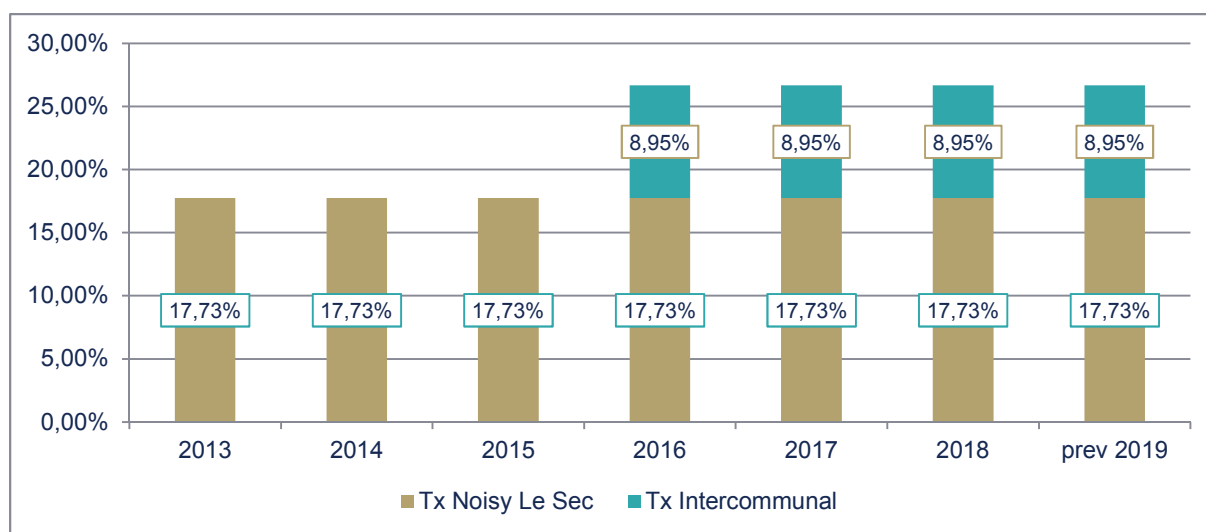


Il ressort ainsi comme produit des contributions directes :

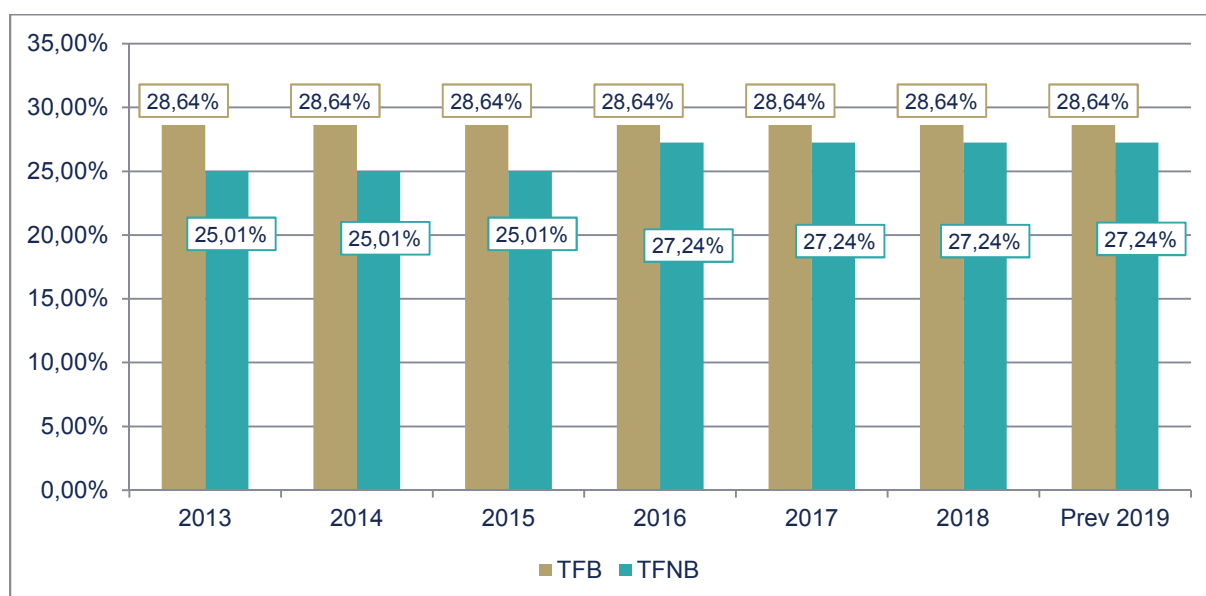


En termes d'évolution annuelle, le taux de taxe d'habitation est maintenu à 17,73% depuis 2013. La hausse observée en 2016 est liée à l'agrégation des taux Ville et EPT « Est Ensemble ». Le produit fiscal est entièrement reversé à l'établissement public.

### Evolution du taux de taxe d'habitation



### Evolution du taux de taxe sur le foncier bâti et non bâti



De la même manière que pour la taxe d'habitation, la hausse de taxe sur le foncier non bâti est due à l'agrégation de la fiscalité de la Ville et l'EPT.

### ➤ Les dotations de l'Etat (péréquation verticale)

Synthèse des dotations reçues par la Ville :

	2017	2018	Prev 2019	Prev 2020	Prev 2021
Dotation globale de fonctionnement	12 154 293	12 826 934	13 132 791	13 455 324	13 826 889
Dotation forfaitaire	4 846 384	4 927 375	4 930 042	5 009 312	5 078 728
Dotation de solidarité urbaine	6 480 959	6 804 725	7 100 979	7 381 173	7 657 835
Dotation nationale de péréquation	826 950	1 094 834	1 101 770	1 064 839	1 090 326

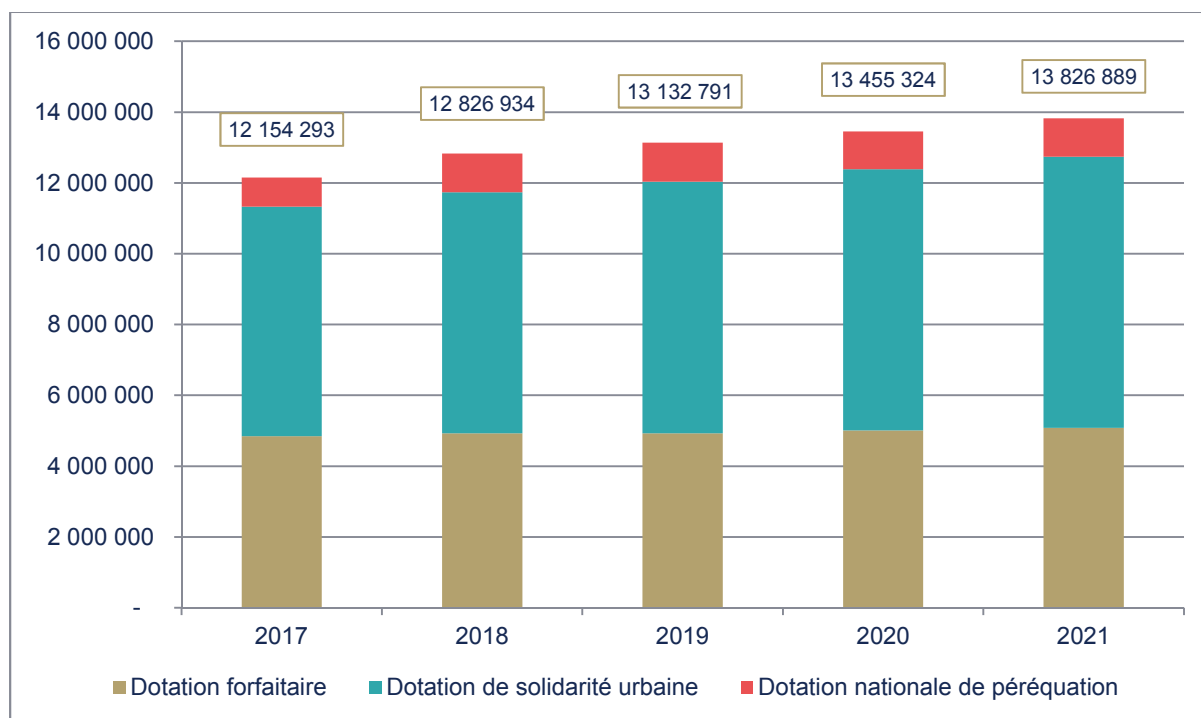
*\*Source Simco*

Grâce au dynamisme du territoire, la part Population de la dotation forfaitaire est plus importante que l'écrêtement permettant à la Ville de voir sa dotation progresser tous les ans (+4,8% entre 2017 et la prévision 2021).

Les abondements successifs en lois de finances de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) ont également été bénéfiques pour la Ville (+18,2% entre 2017 et 2021).

La DNP est en hausse depuis plusieurs années et devrait osciller dans les années à venir entre 1,05 M€ et 1,1 M€.

#### **Evolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF)**



### ➤ La péréquation horizontale

Synthèse des dotations de péréquation reçues par la Ville :

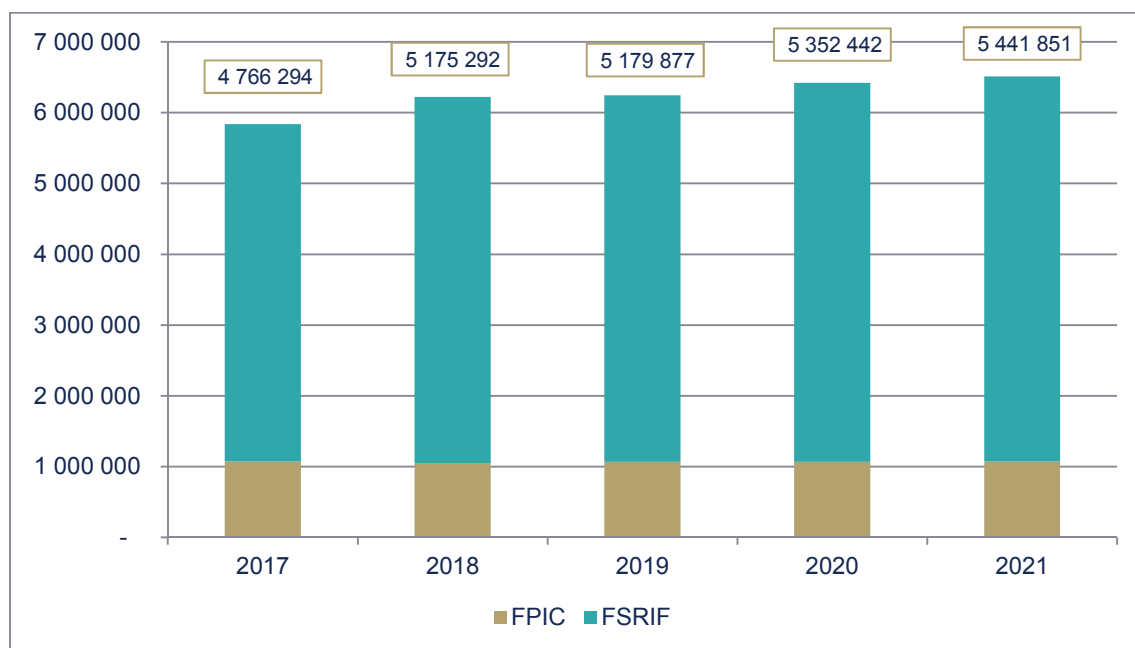
	2017	2018	2019	2020	2021
Fonds de péréquation	5 837 781	6 223 992	6 246 364	6 421 435	6 513 354
FPIC	1 071 487	1 048 700	1 066 487	1 068 993	1 071 503
FSRIF	4 766 294	5 175 292	5 179 877	5 352 442	5 441 851

*\*Source Simco*

Depuis 2018, le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), dont le montant devait initialement atteindre 2% des RRF du bloc communal, est plafonné à 1 milliard d'euros. Les mouvements observés sur ce poste seront donc uniquement liés à des mouvements de périmètres ou une évolution des indicateurs entrant dans son calcul.

A noter que l'EPT est éligible au prélèvement au FPIC. La ville de Noisy Le Sec ayant un rang DSU inférieur à 250, sa part du prélèvement est prise en charge par Est Ensemble.

Le PLF 2019 ne prévoyant pas de nouvel abondement du Fonds de solidarité des communes d'Ile De France (FSRIF), son évolution dépendra uniquement de l'évolution des indicateurs financiers entrant dans son calcul.



#### ➤ L'attribution de Compensation (AC)

Elle correspond au produit de la fiscalité économique que la commune percevait en 2015, soit directement soit par l'attribution de compensation versée par l'ancien établissement public de coopération intercommunale. Elle est majorée de la dotation de compensation de la part salaire 2015.

Le montant 2018 de l'AC s'établit à 14 609 933 €. Sans nouveaux transferts ou révision de la CLECT, ce montant devrait être maintenu en 2019.

#### ➤ Le produit des services (chapitre 70)

Il convient d'être prudent dans l'inscription de nos recettes propres liées à une tarification dont les principales sont :

- La restauration scolaire
- Les crèches
- Les centres de loisirs
- Le centre municipal de santé

Le retour à la semaine des 4 jours pour les rythmes scolaires depuis septembre 2018 aura un impact sur l'année 2019 mais en année pleine (contre 4 mois pour 2018).

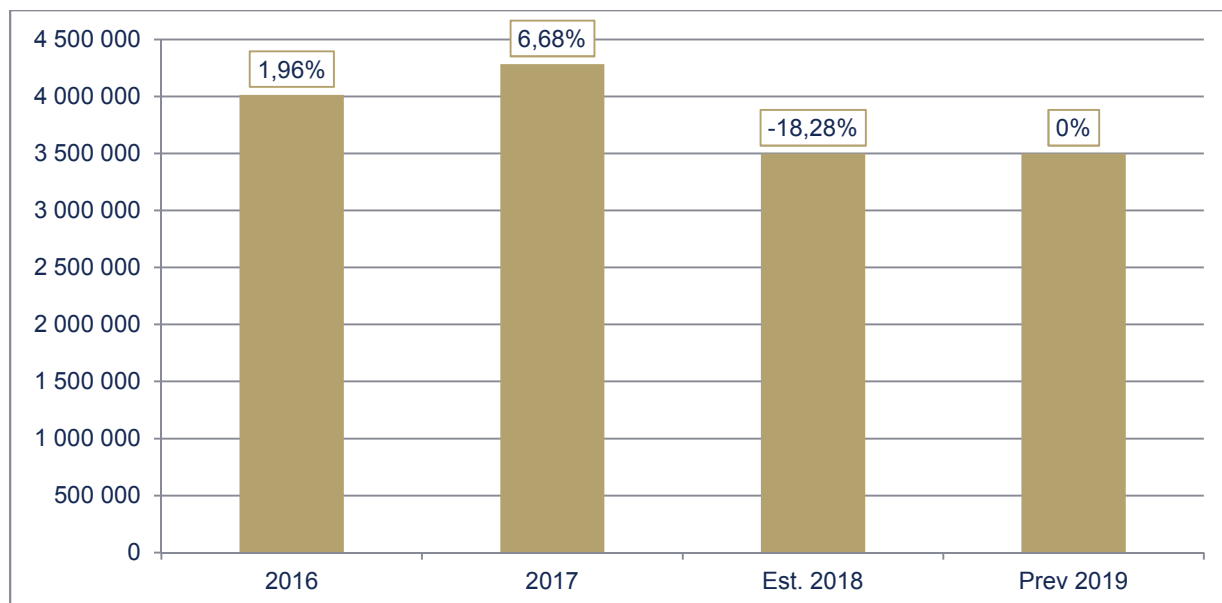
La baisse qui pourrait s'observer sur certains postes de recette (restauration etc) suite à ces mouvements pourra être compensée par un taux de remplissage plus important en centre de loisirs.

2019 sera donc une année référence pour l'estimation des recettes liées au service Enfance-Education.

Le reversement de l'EPT est également en baisse en 2019 suite à la reprise d'une partie des charges par l'établissement public sur la médiathèque et la ludothèque (Diminution des mises à disposition). Le projet de convention des mises à disposition prévoit un reversement de l'ordre de 23 K€ (convention à confirmer).

Les recettes liées au CMS, aux concessions cimetières, redevances funéraires etc sont estimées stables pour 2019.

#### Evolution du Produit des services (chp. 70)

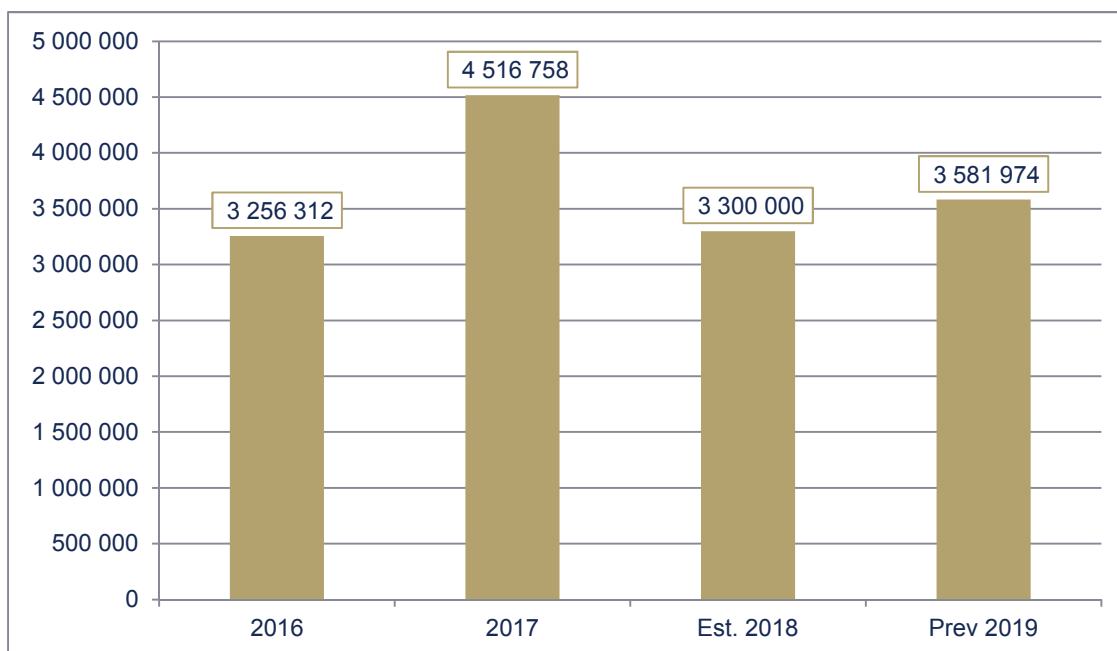


#### ➤ Les participations

En 2018, la ville a reçu des financements de la part du fonds d'amorçage, sur le premier semestre, avant le retour à la semaine des 4 jours. Ces recettes ne seront donc plus effectives en 2019 mais sont compensées toutefois par une convention avec la RATP (récupération de terres pour le ré enfoncement de Huvier pour lesquelles la Régie n'aura pas à payer les frais de transport et de stockage). Cette convention est estimée à ce jour à 500 K€.

Dans le cadre des projets Cœur de Ville et Huvier, la commune sollicitera la région pour la signature d'un Contrat d'Aménagement Régional (CAR). Ces deux opérations pourraient ainsi être subventionnées à hauteur de 50% par la région Ile de France.

### Evolution des participations



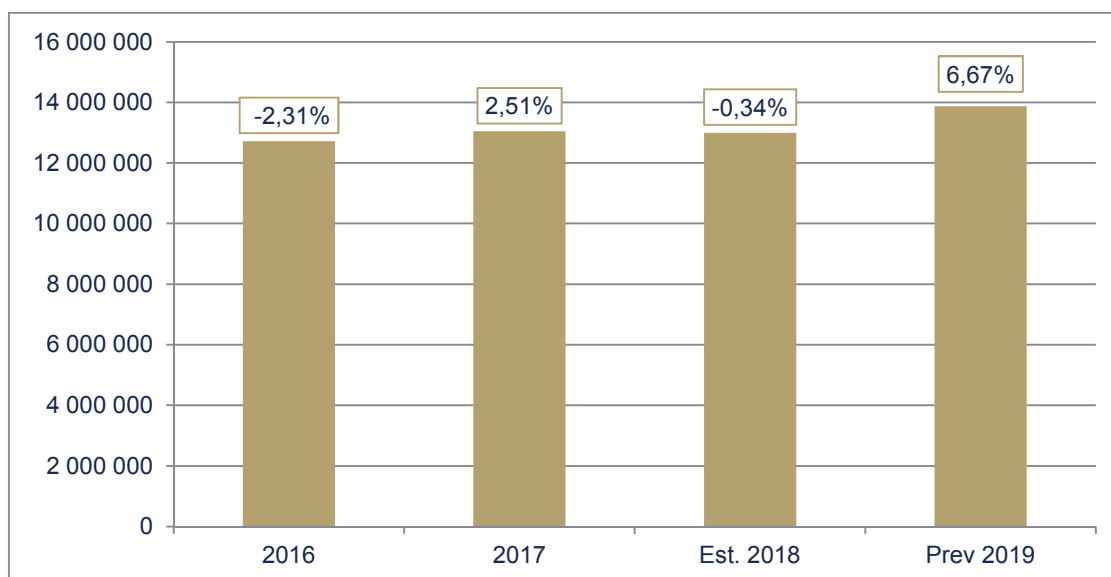
### - Les dépenses

Pour rappel, la lettre de cadrage demandait aux services de maintenir le même niveau de dépenses en 2019 qu'en 2018, soit aucune augmentation.

#### ➤ Les charges à caractère général

Le chapitre 011 représente plus de 20% de l'ensemble des DRF. Son évolution est endogène (efforts réalisés par les services) mais également exogène (fluctuation selon l'inflation, prix du carburant etc).

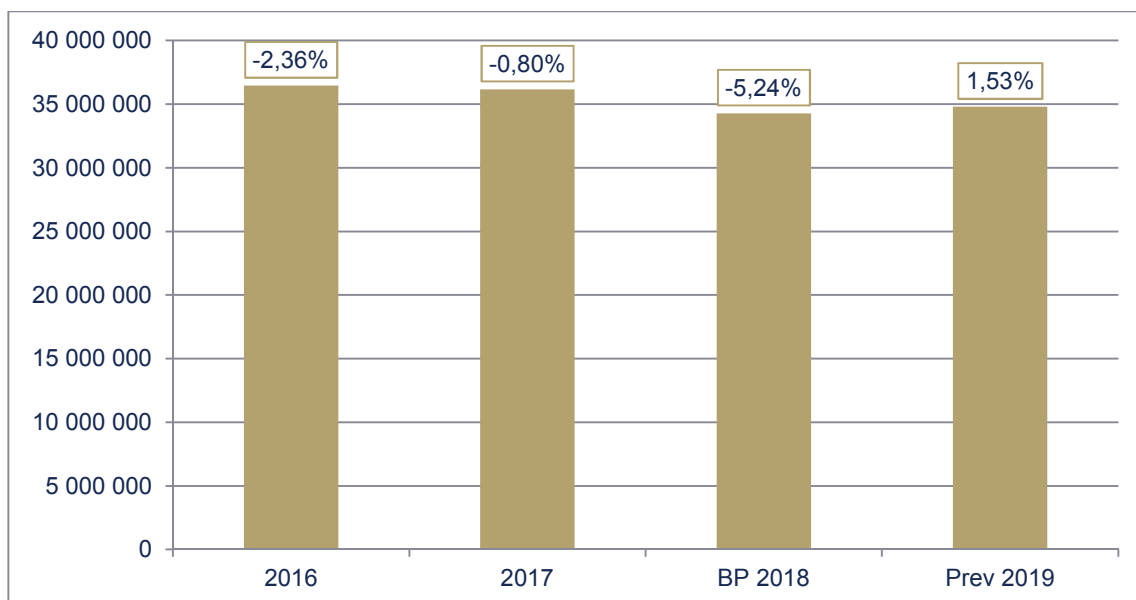
Il ressort des réunions d'arbitrage budgétaire une hausse de l'ordre de 6,4% de ce chapitre (soit +867 K€). La progression de ces dépenses est due notamment à une hausse de +444,6 K€ sur le service environnement (renforcement de la prestation du titulaire du marché de propreté urbaine), +118 K€ sur le Bâtiment, +58 K€ sur la Gestion du Patrimoine Locatif, +57 K€ pour le fonctionnement de Micro-Folies et + 55 K€ sur le CMS.



### ➤ Les frais de personnel

Le chapitre 012 « charge de personnels » est le poste le plus important des DRF (52%). Il évolue principalement en fonction du GVT (glissement technicité vieillesse) mais également selon les obligations réglementaires (Rifseep, PPCR, valeur de point etc).

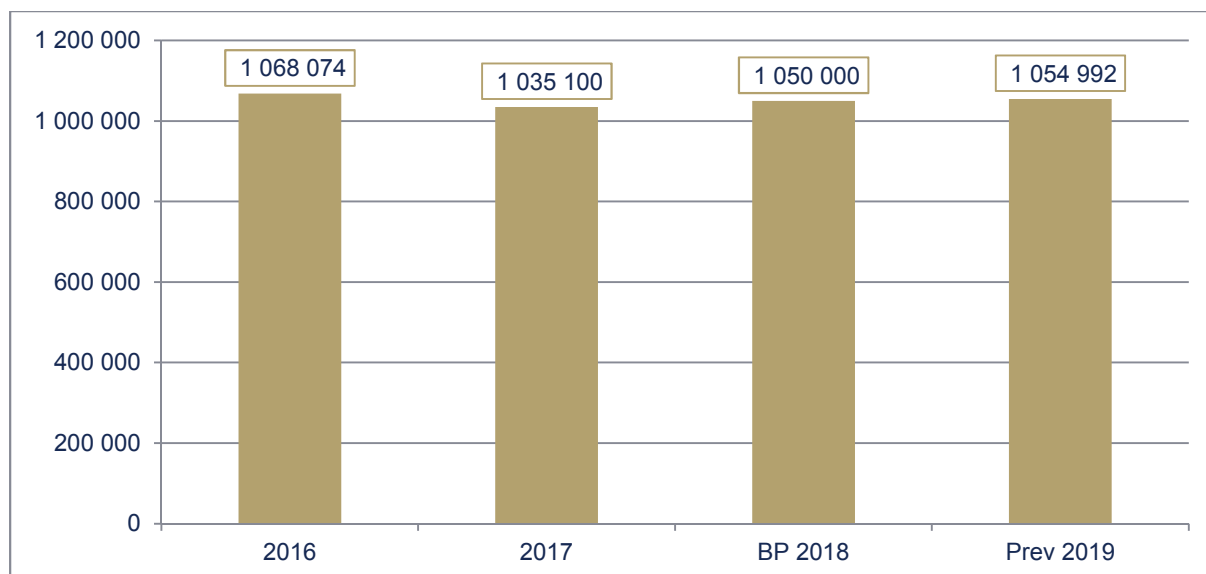
Les efforts de gestion réalisés ces dernières années permettent de maintenir la masse salariale en 2019 à son niveau de 2018.



### ➤ Les subventions

#### - Associations

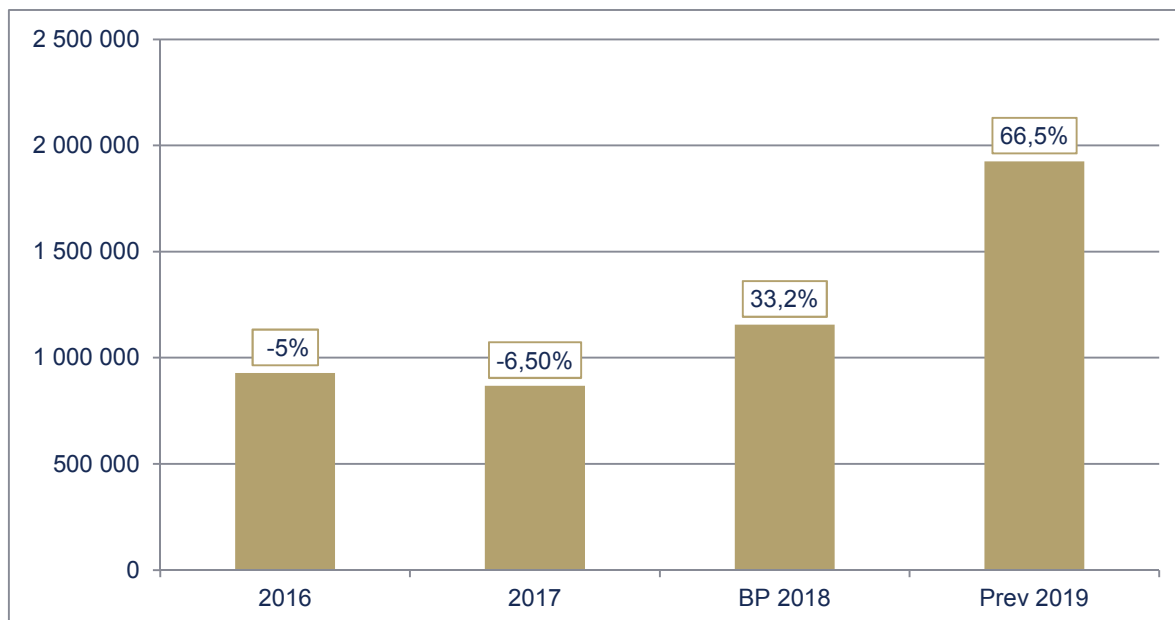
La Municipalité maintient son orientation de soutien logistique et financier au tissu associatif noiséen. Les quelques ajustements de crédits sur la période correspondent à des variations dans la réalisation financière réelle des associations noiséennes ainsi qu'à l'évolution du nombre de demandes auprès des services de la Ville.





## - CCAS

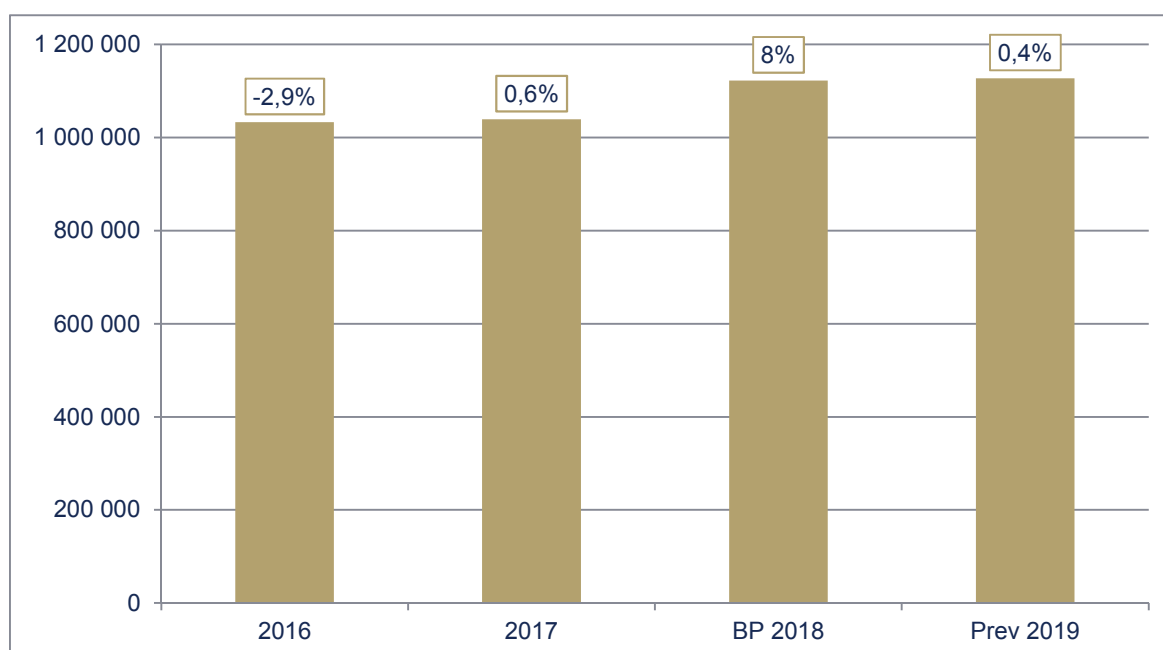
Conformément aux statuts des équipements autonomes, la municipalité refacturera les dépenses engagées par la Ville en adéquation avec les conventions qui seront mises à jour. Les subventions seront augmentées en conséquence.



L'année 2019 est marquée par le transfert d'une partie des charges de personnel au budget du CCAS (359 642 €). La subvention progresse également de 412 168 € suite à l'augmentation de la subvention vers le budget Foyer Logement (+177 977 €) et la réorganisation des services gérontologiques et financiers qui ont engendré la création de 2 postes (+234 191 €).

## - Théâtre des Bergeries

Conformément aux statuts des équipements autonomes, la Municipalité refacturera les dépenses engagées par la Ville en adéquation avec les conventions qui seront mises à jour. Les subventions seront augmentées en conséquence.



## ➤ Evolution des DRF 2018-2021

Dans le cadre des nouvelles dispositions réglementaires, les collectivités astreintes à un ROB doivent y présenter l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement.

### Evolution des DRF sans retraitement

	2016	2017	Est 2018	Prev 2019	Prev 2020	Prev 2021
Total des dépenses réelles de fonctionnement	65 693 700	65 803 055	65 513 021	67 104 224	68 282 469	69 539 786
Evolution	13,56%	0,17%	- 0,44%	2,43%	1,76%	1,84%

Dans le cadre de la contractualisation, des retraitements sont opérés sur les dépenses notamment les atténuations de charges (013) et de produits (014). Dans ces conditions, l'évolution des DRF est la suivante :

	2017	Est 2018	Prev 2019	Prev 2020	Prev 2021
DRF pour la contractualisation (DRF -014-013-68)	65 310 237	65 108 391	67 456 440	68 618 462	69 879 667
Évolution annuelle	0,16%	-0,30%	3,61%	1,72%	1,84%
Objectif de DRF de la collectivité (b)	65 310 237	66 093 960	66 887 087	67 689 732	68 502 009
Objectif d'évolution des DRF	1,20%	1,20%	1,20%	1,20%	1,20%
Montant de la reprise (a - b)	0	0	569 353	928 730	1 377 658

Si la ville de Noisy Le Sec avait dû contractualiser avec un objectif d'évolution des DRF de 1,2%, elle aurait pu subir une reprise sur la fiscalité à hauteur de 75% du dépassement.

## ➤ Les dépenses liées à l'EPT Est Ensemble

### - Les mises à dispositions (MAD)

Au 01/01/2018, la médiathèque et la ludothèque ont été transférées à l'EPT. Une partie des charges afférentes à ces activités ont été maintenues au sein de la ville cette année et remboursées via la convention de Mise à disposition.

En 2019, certaines charges doivent être reprises directement par Est Ensemble. De son côté, la ville conservera notamment la gestion de la maintenance niveau C « petite réparation » (pour la piscine, la maison de l'emploi, la médiathèque et la ludothèque) ainsi que la gestion de certains services (communication, relations publiques).

Ces dépenses pour la ville feront également l'objet d'une compensation via la convention de MAD 2019.

### - Fonds de compensation des charges transférée (FCCT)

Le FCCT de la Ville s'établit à 11 360 583 € en 2019 soit une hausse de 1,23% par rapport à 2018.

Il se décompose selon 2 fractions :

#### - Première fraction elle-même composée de 2 parts :

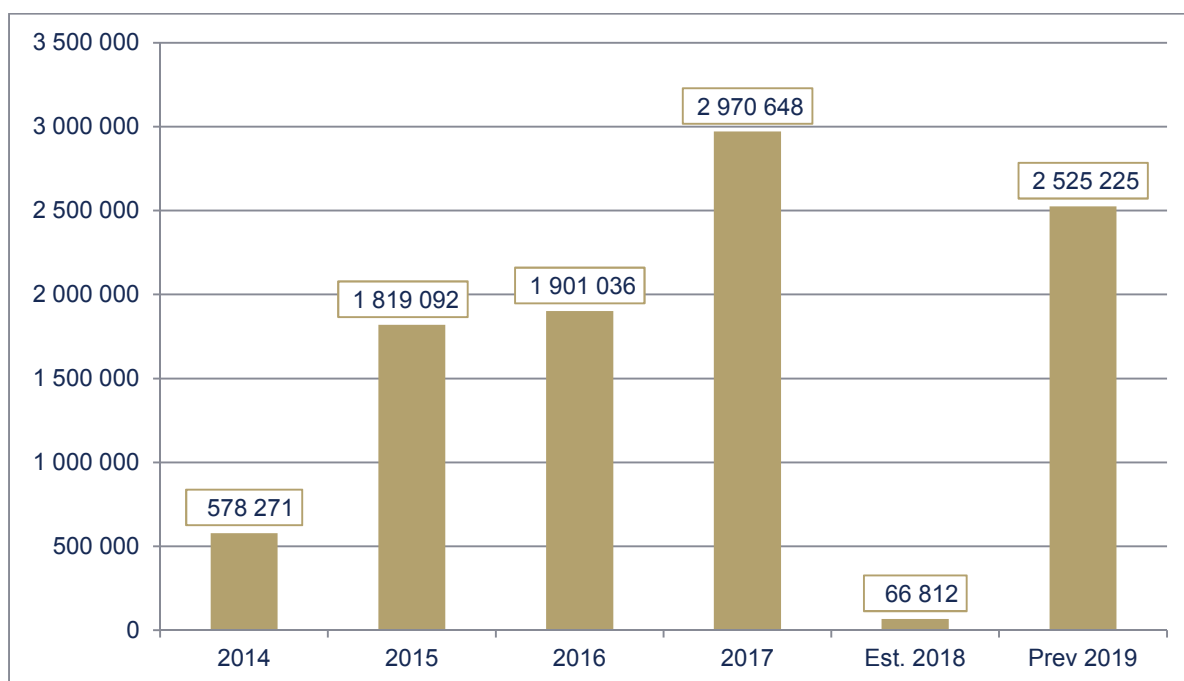
- Une part fiscale assise sur la fiscalité des ménages et majorée de la dotation de compensation de la part salaires (DCPS) de l'ancien EPCI. Elle est revalorisée en fonction de l'inflation du mois de novembre. Aussi son évolution est estimée à +2,3% (hormis la part DPCS). Son montant serait donc de 9 096 198 €.
- Une part dite « équilibre » pour tenir compte du besoin de financement de l'EPT. Elle s'établit à 213 437 € en 2019 pour la ville.

- Une deuxième fraction dite « transfert », correspondant aux montants des transferts de charges évalués par la commission locale d'évaluation des charges territoriales (CLECT). Son montant est de 2 050 978 € (dont 1 923 484 € pour le transfert de la médiathèque).

## 5 Les indicateurs financiers

### 5.1 L'autofinancement – Epargne nette

L'épargne nette se calcule en retirant le remboursement en capital de la dette de l'épargne brute. Elle correspond à l'autofinancement dégagé sur l'année soit l'excédent que la ville a réussi à dégager de sa section de fonctionnement pour financer directement ses investissements.



La baisse observée en 2018 est due au désendettement opérée cette année là. En effet le remboursement en capital annuel passe de 6,925 M€ en 2017 à 9,044 M€ en 2018. Ce désendettement permet toutefois de retrouver une épargne nette confortable en 2019 et ce malgré l'emprunt consolidé en 2018 (remboursement en capital de 5,255 M€ en 2019).

Afin de conserver une gestion financière saine, il conviendra de maintenir l'épargne nette entre 2,5 M€ et 3,5 M€.

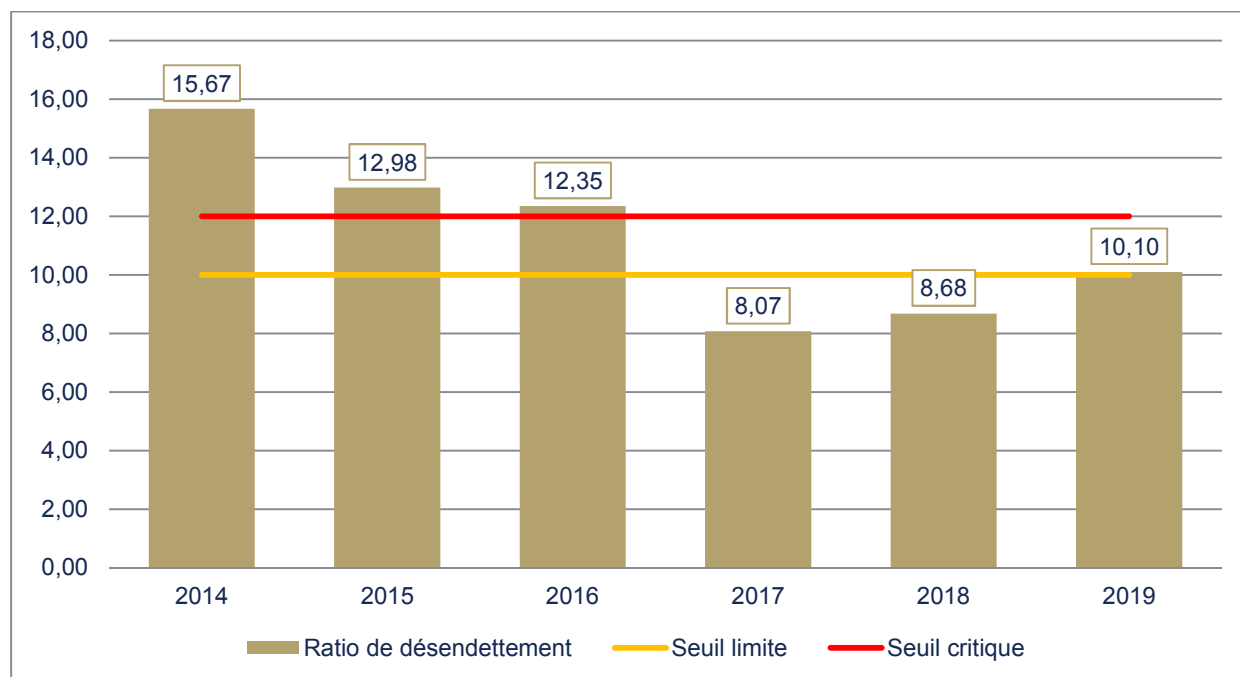
### 5.2 Le ratio de désendettement

Il détermine le nombre d'année nécessaire à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

Au dessus de 10 ans, la ville pourrait avoir des difficultés à recourir à l'emprunt, les banques pouvant refuser de répondre aux consultations bancaires ou appliquer des marges de crédit dégradées.

Dans la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022, l'Etat donne un objectif de capacité de désendettement de 12 ans maximum pour les collectivités. Bien que cet objectif soit non

contraignant, il est fortement recommandé d'essayer de maintenir le ratio de la Ville en deçà de ce niveau.



Grâce aux efforts mis en place tant en fonctionnement que sur la gestion de la dette, le ratio de désendettement de la ville a pu repasser sous le seuil critique de 12 ans. Il conviendra d'essayer de maintenir ses efforts au maximum sur les années à venir tout en conservant le niveau de services proposé aux Noiséens.

## 6 Plan d'actions 2019 : La Municipalité de Noisy-Le-Sec au service de la population

### 6.1 Domaine de l'Education / Enfance / Petite Enfance (DASEPE)

En 2019, la DASEPE mettra en œuvre les actions suivantes :

- Poursuite du retour à la semaine de 4 jours avec : adaptation de l'organisation des postes de travail de toutes les catégories de personnel, redéploiement des intervenants associatifs TAP sur les temps de restauration et mercredis, mise en place d'un projet de fonctionnement unique pour la restauration et les études du soir, labellisation des accueils de loisirs sans hébergement "plan mercredi".
- Maintien des appels à projets écoles et des PEDT (projet éducatif territorial) : deux enveloppes de 25 000€ pour financer des projets en lien avec les écoles ainsi que des projets de partenariat autour du public scolaire, reprenant des axes du PEDT avec en ligne directrice la continuité éducative entre le temps scolaire, le temps péri et extrascolaire et le temps en famille.
- Ouverture de l'école primaire Jean Renoir en septembre 2019 : la deuxième phase du chantier sera terminée, il conviendra donc de travailler à l'accueil des élèves d'élémentaire dans la nouvelle structure (habitants actuels et nouvelles familles qui vont intégrer les logements de la ZAC de l'Ourq).
- Participation à plusieurs projets portés par d'autres directions comme la Micro-Folie (le public scolaire constituant une participation importante en nombre), l'été au Canal,...
- Une dernier projet est le projet de séjour familles avec le Programme de Réussite Educative (PRE) dans le centre de vacances de Vassieux.

## 6.2 Domaine de la Cohésion Sociale

En plus de l'activité propre aux services (CMS, CCAS, PMI) et du suivi de partenariats de premier ordre (centre social du Londeau, mission locale), la Direction de la cohésion sociale porte de nombreux projets sur des thématiques diverses.

- *L'insertion et le vivre ensemble*

### 1) Axe cohésion sociale

#### a) Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (reconduction)

Moyens: un référent PLIE sous la supervision du Directeur de la Cohésion sociale.

L'action consiste à mettre en œuvre, au travers de référents de parcours, un accompagnement individualisé et renforcé de demandeurs d'emploi, basé sur une approche globale de la personne avec la mobilisation de tous les moyens disponibles sur le territoire. Le référent construit le parcours d'insertion des participants du PLIE puis les accompagne tout au long de ce parcours vers un emploi durable.

Une subvention correspondant à 100% de la rémunération du référent PLIE est demandée chaque année par la Ville (référent et directrice), via l'Organisme intermédiaire Ensemble pour l'Emploi au Fonds Social Européen (FSE). Ce poste est financé à 100% par le FSE.

#### b) Ateliers socio linguistiques (reconduction)

Il a été constaté en moyenne sur une année calendaire un coût réel de l'action de 50 000 €.

Il est donc proposé d'inscrire au BP 2019 une somme qui soit la plus proche du réalisé. La somme proposée est donc inférieure comparativement à celle inscrite au BP 2018.

L'objectif en baissant la somme inscrite sur cette ligne est d'atténuer la hausse du budget global du service.

#### c) Clubs coup de pouce (reconduction)

Historiquement l'action consistait à organiser 2 clubs de lecture à l'attention de 10 élèves de CP de l'école de la Boissière. L'objectif étant ainsi de favoriser la réussite à l'école, l'accès au livre et à la lecture pour des enfants issus d'un QPV.

Pour la session 2018-2019, l'Etat a informé la commune que l'action ne pourrait plus bénéficier des crédits de la Politique de la Ville étant donné que l'école de la Boissière, au titre de son classement en REP, bénéficiera du doublement des classes de CP.

L'association coup de pouce travaille actuellement sur une nouvelle offre de service pour un montant de 12 000 € sur le budget DRH (contre 15 000 € en 2018). L'offre proposerait un déploiement de 4 clubs de la grande section de maternelle au CE 1.

#### d) Fonds d'Initiative Associative (nouvelle action)

L'objectif du FIA est de soutenir, via le versement d'une subvention maximale de 3 000 €, les projets associatifs qui contribuent à la création du lien social dans les quartiers relevant de la politique de la ville.

#### e) La Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (reconduction)

Une convention cadre a été passée au niveau d'Est Ensemble avec une déclinaison sur les quartiers Politique de la Ville (donc mise en œuvre locale).

5 conventions de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité ont donc été préparées et signées pour permettre d'améliorer le cadre de vie dans les 5 quartiers prioritaires de Noisy-le-Sec (Londeau, Béthisy, Boissière, Sablière et Renardière).

La mission GUSP anime, coordonne, suit les bailleurs et les partenaires et les accompagne dans la mise en œuvre du dispositif.

## 2) Axe prévention de la délinquance

La Prévention spécialisée sur le Londeau (reconduction) :

L'association Rues et Cités est une association de prévention spécialisée missionnée par le Département de la Seine Saint Denis pour intervenir au Londeau. Elle cible prioritairement un public de jeunes majeurs jusqu'à 21 ans en difficulté d'insertion ou en errance. L'équipe est composée de 4 éducateurs spécialisés et d'1 chef de service. A partir d'un travail de rue et de repérage des jeunes, les éducateurs spécialisés assurent un travail de suivi individuel et collectif, d'accompagnement et d'orientation des jeunes en voie de marginalisation.

- *La lutte contre les discriminations*

### 1) La sensibilisation au handicap

#### a. Famille en harmonie (reconduction)

Ce programme est l'un des 3 programmes que met en place sur le territoire communal l'association « Unis Cités ». Le programme famille en harmonie s'adresse aux familles de jeunes adultes (18-30 ans) porteurs d'un handicap n'étant pas accueillis dans un établissement spécialisé. L'action des volontaires vise à accorder un moment de « répit court » aux aidants.

#### b. Actions collectives (reconduction)

Cette opération sert à financer des actions de sensibilisation au handicap notamment dans le cadre de la journée internationale du handicap (03 décembre).

### 2) La promotion de l'égalité Femmes-Hommes et la lutte contre les violences faites aux femmes (reconduction)

La Ville souhaite un engagement important sur ce sujet et propose la mise en place d'actions sur les violences faites aux femmes et la promotion de l'égalité femmes-hommes à travers:

- ✓ Une campagne de prévention autour de la journée du 25 novembre
- ✓ Un module de formation sur la lutte contre les violences faites aux femmes
- ✓ Un module de formation sur la promotion de l'égalité femmes-hommes

La Ville a reçu en 2018 une subvention du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) de 4000 € pour la mise en place d'un projet de bien être pour les femmes victimes de violences. Cette demande est reconduite pour 2019 sur une action de suivi de cet atelier bien-être et la mise en place d'une nouvelle action qui reste encore à définir.

La Ville maintient son adhésion (1 500 €) au Centre Francilien pour l'Egalité Hubertine AUCLERT.

Cette adhésion permet :

- D'intégrer le réseau "Territoire Francilien pour l'égalité"
- De bénéficier d'interventions auprès des élu(e)s et des services pour une sensibilisation aux enjeux des politiques locales d'égalité femmes hommes ou pour une présentation de la charte européenne pour l'égalité femmes hommes dans la vie locale.
- D'avoir un appui méthodologique pour la conception des politiques locales d'égalité femmes hommes et pour la rédaction d'un plan d'action.
- De participer à des rencontres régulières avec des homologues d'autres collectivités et mutualiser les expériences et les bonnes pratiques.

- *La PMI des Découvertes*

Le centre de PMI des Découvertes est une structure municipale subventionnée par le Conseil Départemental.

La PMI est un lieu d'écoute, d'information, de prévention, de protection de la mère et de l'enfant et de soutien à la parentalité. Son équipe est composée d'une puéricultrice, de médecins, d'auxiliaires de puériculture, sage-femme, éducatrice de jeunes enfants ... pour assurer la protection globale de la femme et de l'enfant (accompagnement médico-psycho-social, le dépistage et les soins).

- *Le CMS*

Le Centre Municipal de Santé vise à renforcer son activité par :

- le biais du partenariat avec l'hôpital de Montreuil afin de proposer une offre de soins diversifiée et spécialisée répondant aux besoins de la population,
- Le recours à des médecins spécialistes libéraux par des vacations (100 000 euros),
- La mise en place d'outils permettant une meilleure efficacité tels que le dossier médical informatisé, la prise de rendez-vous en ligne,
- Une communication régulière envers le public et les partenaires,
- Un renforcement de l'activité de l'Unité de prévention de santé publique par des actions phares lors de journées nationales (maladie d'Alzheimer, personnes âgées,...) et optimiser les actions en cours (communication autour du concours des menus).

- *Le CCAS : solidarité avec les plus faibles*

Etablissement public autonome, le Centre Communal d'Action Social (CCAS) poursuit la mise en œuvre de son action de prévention et de développement social.

A ce titre, il intervient sur différentes activités et missions dont les attributions peuvent être obligatoires ou facultatives directement orientées vers les populations concernées : aide et accompagnement des personnes âgées, loisirs des retraités (activités, séjours), aides aux personnes handicapées, aux enfants (programme de Réussite Educative), aux familles en difficulté (aides légales et facultatives), insertion (projet de ville, RSA),...

L'année à venir donnera lieu à la remise à plat de la convention Ville/CCAS ;

Pour l'année 2019, la subvention de la ville sera portée à 1,7 M d'euros sachant que certaines dépenses du CCAS supportées sur le budget municipal seront refacturées conformément aux statuts des équipements publics autonomes.

## **6.3 Direction des sports et la jeunesse**

### **SPORTS :**

L'enveloppe budgétaire destinée à l'entretien de tous les équipements sportifs reste stable pour permettre un accueil qualitatif et en toute sécurité des sportifs noiséens, et ce quelque soit les installations sportives de la Ville.

Ces moyens financiers permettent un entretien et renouvellement permanent de tous les équipements et mobiliers sportifs pour la réussite des projets sportifs associatifs ou municipaux qui ont lieu toute l'année avec pour vocation le sport pour tous et l'éducation par le sport.

Le souhait de la Ville est de permettre une continuité des projets sportifs et éducatifs de qualité en faveur de tous les noiséens et notamment les plus jeunes pour leur permettre une émancipation par le sport à travers les différentes activités physiques et sportives qui leur sont proposées ;

- Pass'sports vacances, activités de développement et d'éducation multi-sports gratuites pour les 7-12 ans pendant chaque vacance
- Top Foot, activité de développement et d'éducation par le football gratuite pour les 6 - 17 ans pendant chaque vacance,
- Animations sportives en milieu scolaire, en concertation avec l'Education Nationale, qui permet la mise en place de cycles sportifs pour toutes les classes élémentaires du CP aux CM2 et les foulées scolaires pour les classes de grande section de maternelle jusqu'aux 6ième.
- Ecole Municipale des sports qui permet aux 4-7 ans une découverte multi-sports

Et le renouvellement des animations sportives à destination du grand public toujours plébiscitées ;

- Les foulées noisesiennes, course sportive 5 et 10 km gratuite,
- Les mérites sportifs, récompense les sportifs et bénévoles de la saison écoulée,
- L'été du canal, qui permet chaque année au bord du canal de l'Ourcq pendant quatre semaines de vacances en juillet d'avoir accès à un parc nautique et d'animations gratuits pour toute la famille avec cette année plus de 52 000 passages. L'édition 2019 devrait pouvoir se tenir dans la configuration actuelle. Pour la suite, les travaux de la SGP de la gare emblématique du super métro ainsi que les travaux de la future piscine ne permettront pas la mise en place de la manifestation en tout cas sur le site actuel dans les années à venir.
- Octobre Rose pour la lutte contre le cancer
- Installation d'un Mille Club à Langevin

## **JEUNESSE :**

La jeunesse, c'est à dire les 12-25 ans, voit son budget de fonctionnement pérennisé pour continuer à soutenir les projets individuels et collectifs des jeunes noisesiens.

Pour cela le Point Information Jeunesse met en place des actions pour soutenir les différents projets ainsi les encourager à aller au bout de leur rêve :

- Mise en œuvre des bourses aux projets,
  - Financer le permis de conduire grâce aux chantiers citoyen,
  - Obtenir le BAFA, grâce au BAFA citoyen,
  - Valoriser la réussite scolaire avec la soirée des lauréats pour récompenser les bacheliers, BEP et CAP,
- Mais aussi des actions de formation ou de prévention ;
- Formation babysitting,
  - Journée prévention routière, conduites à risque,
  - Le promeneur du net contre le cyber harcèlement.

Cette volonté budgétaire municipale s'accompagne d'un projet fort qui doit permettre aux jeunes, à l'horizon 2019-2020, d'avoir un lieu approprié de type maison de la jeunesse mais aussi de réfléchir à des antennes de quartiers plus appropriées.

Ce choix va se traduire par une nouvelle antenne jeunesse sur le quartier de la Boissière en 2019 et des travaux d'amélioration pour les trois autres et ainsi permettre d'étoffer les offres d'animations sur les quartiers toute l'année.

Le secteur animations jeunesse qui est ouvert pendant toutes les vacances scolaires rencontre un succès de plus en plus important avec des animations toujours plus diversifiées et dispensées par les animateurs permanents du Service Municipale de la Jeunesse.

Ces projets se finalisent autour d'une grande soirée des vœux de la jeunesse au gymnase Langevin.



## 6.4 Domaine culturel

Comme pour l'année 2018, malgré le contexte budgétaire contraint, la Municipalité soucieuse de sa politique publique menée dans le cadre culturel, maintient pour l'année 2019 ses activités culturelles.

- Le Cercle à Musique prévoit cette année 9 représentations de janvier à décembre 2019. Le salon des artistes se tiendra en mars prochain, la Fête de la Musique en juin, les journées du Patrimoine sont maintenues ainsi que le Festival du film franco-arabe de Noisy-le-Sec, qui sera organisé durant le mois de novembre 2019.
- Le projet "Week-end éphémère" est reconduit. Il est axé autour d'activités culturelles et sportives animées en centre ville fin juin tout comme le cinéma en plein air.
- Le théâtre : le projet du théâtre s'articule autour de trois axes :
  - o Un théâtre de ville développant une mission de service public avec une offre de spectacles à destination de tous les publics.
  - o Un soutien à la création contemporaine qui se traduit par la diffusion et la coproduction de spectacles et par l'accueil en résidence de compagnies.
  - o Une mission de formation et d'accompagnement des publics avec des actions de sensibilisation à destination des scolaires (de la crèche au lycée) et de tout public, avec une attention particulière au développement de partenariat avec les associations de quartier.

Le théâtre dispose depuis 2013 d'un budget en "régie autonome". En 2019, la Ville refacturera les dépenses du théâtre supportées par le budget municipal.

- La Galerie : les actions de la Galerie s'articulent comme en 2018 autour de soutiens à la création contemporaine des artistes reconnus ou émergents, d'une dimension d'expérimentation, des productions d'oeuvres et d'évolutions originales, un rayonnement local, national et international.

Elle accompagne les artistes par la production de nouvelles œuvres. Pour chaque exposition, le centre d'art développe un programme culturel, une activité éditoriale et des actions éducatives (visites, ateliers, etc.). Toutes les activités sont gratuites.

La réflexion sur la médiation de l'art contemporain en direction de tous les publics est au cœur de l'action du centre d'art. À partir des expositions et du programme artistique, La Galerie développe des outils et des formats spécifiques pour sensibiliser les publics à l'art contemporain.

Cette expérience de la médiation est aujourd'hui au service de tous les visiteurs du centre d'art : seul, en famille ou en groupe. Des publics éloignés de l'offre culturelle aux amateurs avertis, enfants, adultes ou visiteurs en situation de handicap, chacun peut aller à la rencontre de la création d'aujourd'hui.

- Un nouvel équipement municipal à vocation transversale sera inauguré en septembre 2019 : « la Micro-Folie Noisy-le-Sec » sur le site du Moulin Fondu situé au 53 rue de Merlan, cœur historique de la ville.

Ce projet d'un coût de 2,2 millions d'euros dont 2 millions de travaux de réhabilitation et de mise aux normes d'accueil du public, permettra d'offrir aux habitants un lieu culturel pluridisciplinaire, véritable lieu de vie convivial, et de redynamiser un quartier. Une recherche active de financements extérieurs ont permis d'économiser 15 000 euros de frais d'ingénierie culturelle avec la Villette et d'obtenir 124 688 euros du fonds FNADT.

Inspiré des Folies du Parc de la Villette conçues par l'architecte Bernard Tschumi, le projet novateur Micro-Folie est porté par le Ministère de la Culture et coordonné par La Villette, avec le Château de Versailles, le Centre Pompidou, le Louvre, le Musée national Picasso, le Musée du Quai Branly, la Philharmonie de Paris, la RMN – Grand Palais, Universcience, l'Institut du Monde Arabe, le Musée d'Orsay, l'Opéra national de Paris, le Festival d'Avignon et d'autres opérateurs nationaux.

Suite au succès de la première Micro-Folie ouverte à Sevran en janvier 2017, les Micro-Folies ont vocation à se déployer sur l'ensemble du territoire national et international, conformément à la Convention avec le Ministère de la Culture signée le 21 mars 2017.

En décidant d'accueillir une Micro-Folie et d'adapter le projet aux réalités de son territoire, la ville de Noisy-le-Sec intègre un vaste réseau de lieux et de partenaires qui partagent un objectif commun de démocratisation culturelle. Ce projet vise à répondre aux trois ambitions suivantes : l'animation du territoire noiséen ; offrir les chefs d'œuvres des plus grandes institutions culturelles à tous les habitants et favoriser la création.

Ce nouvel équipement municipal sera composé d'un musée numérique, d'un *fab lab* doté d'imprimantes 3D, de machine de flocage de *tee-shirts*, de machine à coudre et brodeuse numérique, d'un casque de réalité virtuelle, d'un espace lecture et ludothèque, d'une cuisine semi-professionnelle. Le musée numérique se transforme en espace scénique. La terrasse et le jardin seront également des lieux dédiés à des animations. La Micro-Folie Noisy-le-Sec accueillera les scolaires, collèges, lycées, centres de loisirs et CCAS du mardi au vendredi midi et les familles et Noiséens les vendredis après-midi et les samedis.

Toutes les directions de la ville sont mobilisées pour enrichir ce lieu d'animation et activés en parallèle de son usage premier et pour cibler tous les publics de la ville. Un travail avec les associations sera donc également mené.

La Micro-Folie Noisy-le-Sec sera donc un lieu de transmission de savoirs, un lieu convivial, où tisser du lien social, un lieu intergénérationnel.

## **6.5 Domaine de la sécurité et la tranquillité du territoire**

La police municipale de Noisy-le-Sec pérennise son ancrage dans la collectivité afin d'offrir un service public de qualité à la population et répondre à un besoin grandissant en matière de sécurité des administrés.

De ce fait, pour maintenir cet enracinement, il est nécessaire d'apporter, aux effectifs qui constituent ce service, le matériel nécessaire au bon fonctionnement de celui-ci. De procéder au renouvellement régulier du matériel obsolète et du matériel consommé pour le maintien des formations continues et obligatoires qui est demandé aux agents (Formations professionnelles, entraînement au tir, renouvellement des cartouches de nos moyens de défense...).

De plus, il est nécessaire de prévoir pour chaque nouvel agent une dotation vestimentaire de base et une dotation annuelle de renouvellement pour les agents déjà en poste.

A cela s'ajoute l'ensemble des frais inhérents au bon fonctionnement du service (remplacement des véhicules, coût d'entretien de ces derniers).

Pour l'année 2019, il est prévu le développement du système de vidéo-protection par l'obtention de plusieurs caméras supplémentaires, de l'achat d'un serveur supplémentaire (notre système de vidéo-protection détient actuellement 2 serveurs qui sont à ce jour au maximum de leur capacité d'utilisation).

Le Centre de Supervision Urbain (CSU) gère actuellement 51 caméras de voie publique. Ces dernières permettent aux effectifs de la police municipale d'avoir une plus grande réactivité d'intervention tout en les sécurisant d'avantage.

Nombreux sont les services extérieurs (police nationale, gendarmerie, douanes) qui viennent bénéficier du CSU lors de leurs enquêtes.

Pour la seule année 2017, la police municipale a reçu de la part des Officiers de Police Judiciaire 460 réquisitions judiciaires. Ces réquisitions permettent à la Police Municipale d'extraire de notre système

de vidéo-protection les images nécessaires aux besoins des différentes enquêtes menées par les services extérieurs.

La Police Municipale de Noisy-le-Sec est actuellement constituée de 14 policiers municipaux, 1 assistante de direction et 8 agents de surveillance de la voie publique/opérateurs vidéo-protection. Nous gérons également la présence de 15 vacataires, agents point école.

La Police Municipale sur l'année 2017, a effectué 7166 écrits (Mains courantes, rapports d'informations, rapports de mises à dispositions, rapports d'enlèvements, rapports de contraventions), 224 enlèvements de véhicules, et 351 personnes ont été présentées devant un Officier de Police Judiciaire. 14188 procès verbaux ont été dressés dont 1605 en vidéo-verbalisation.

A ce jour, l'ensemble des chiffres de 2017 ont été dépassés sur 2018.

Cependant, au delà des chiffres et de leur valeur, ce que l'on peut objectivement caractériser c'est l'augmentation constante et régulière de l'activité générale du service.

Pour l'année 2019, la police municipale souhaite combler les postes vacants (3 policiers municipaux et 1 ASVP).

Devant le manque de candidatures au niveau des postes PM et la volatilité des agents, le service peine à recruter. Cette difficulté noiséenne est très largement identique à l'ensemble des postes de Police Municipale de la petite couronne, de l'Ile de France voire du territoire national.

Peu de services peuvent s'enorgueillir d'être à effectif complet. La demande étant plus important que l'offre, il est de plus en plus difficile de fidéliser les agents.

En revanche, la municipalité a fait des efforts importants sur l'année 2018 pour rester attractive et permettre aux agents de travailler avec des moyens à la pointe de ce que la législation nous permet (Armement en 9mm par l'acquisition de GLOCK 17, de Pistolets à impulsion électrique "TASER", d'un Flashball Super Pro 2, d'un logiciel police Full Web pour la rédaction des écrits, de Procès Verbaux électroniques dernière génération).

Avant la fin de cette année, la mise en service d'un logiciel de vidéo-verbalisation, permettre une fonctionnalité plus importante.

## **6.6 Domaine du système d'information**

L'action principale de la Direction du Système de l'Information (DSI) pour 2019 est la finalisation de l'évolution et de la modernisation du poste de travail informatique par la mise en place de la virtualisation (pas d'investissement supplémentaire).

La seconde action principale sera l'équipement de la Micro-Folie, investissements réalisés sur l'exercice 2018.

En adéquation avec le lancement du nouveau site Internet de la Ville, le portail Famille va évoluer en portail Citoyen afin d'offrir des services supplémentaires aux administrés, pour un investissement de 40k€.

La DSI va moderniser l'informatique dans les écoles primaires par la dotation d'une mallette interactive dans les maternelles et d'une seconde mallette dans les élémentaires, pour un investissement de 70k€. Les fonctionnalités de divers logiciels évoluant, dont le logiciel des Finances, les mises à jour et migrations sont donc à effectuer pour un montant de 75k€.

Aussi, afin d'assurer la continuité de service, le renouvellement annuel d'une partie des équipements réseaux, serveurs, alarmes et d'impression représente un investissement de 105k€.

## **6.7 Domaine environnement et cadre de vie**

En 2019, les services de la Direction Générale Adjointe en charge de la Stratégie Urbaine et Territoriale, regroupant les directions de l'Aménagement, de l'Urbanisme & du Développement Urbain et de la

Proximité Urbaine, poursuivront leur action visant à garantir et améliorer la qualité du cadre de vie des habitants et de l'accompagnement des mutations urbaines en cours sur notre Ville.

Si l'équilibre du développement urbain est aujourd'hui ancré dans le contenu du Référentiel de Développement Urbain porté par la Municipalité en complément de notre actuel Plan Local d'Urbanisme, les grands secteurs de projet poursuivront leur mutation.

Au sein de la ZAC de l'Ourcq, 2019 verra l'aboutissement de la construction des premiers lots du terrain Engelhardt, dans la continuité de la première inauguration du réaménagement du Groupe Renoir effectué en 2018. Cette année encore, la Ville participera à cette opération d'aménagement d'envergure à hauteur de 200 000 €. 2019 sera également l'arrivée de la nouvelle passerelle au-dessus du Canal de l'Ourcq.

Sur le quartier du Londeau, la Ville poursuivra la dernière phase de l'étude urbaine en cours dans le cadre des projets NPNRU visant à la définition d'un plan guide du projet urbain qui sera porté sur le secteur en concertation avec les habitants du quartier. Il en sera de même s'agissant du quartier Béthisy.

S'agissant du Pole Gare, la Ville poursuivra l'accompagnement de l'étude de réaménagement de cette centralité noiséenne, ainsi que sa contribution financière à sa réalisation.

Deux nouveaux projets seront soulignés sur 2019. Tout d'abord le projet Cœur de Ville, qui ambitionne de requalifier en particulier les espaces publics entourant le pôle culturel du centre-ville tout en poursuivant l'initiative de piétonisation lancée concomitamment à l'arrivée du Conservatoire Nadia et Lili Boulanger, pour lequel des moyens financiers importants seront mobilisés. Cette démarche s'accompagnera, sur le marché aux comestibles, de la poursuite de la diversification de l'offre commerciale et de l'amélioration de la gestion des déchets, tout en coordonnant au mieux l'organisation logistique du marché avec les futurs travaux du Parking des Découvertes menés par Noisy le Sec Habitat.

Le second projet est celui de l'aménagement de l'Emplacement Réservé C1, cœur d'îlot situé à proximité directe de l'école Estienne d'Orves, en espace vert ouvert au public permettant à tous les noiséens de bénéficier d'un nouvel espace végétal sur le territoire communal. Dans cette perspective, de nouvelles acquisitions foncières seront financées sur 2019.

Au quotidien, le périmètre d'action de la Direction de la Proximité Urbaine sera élargi pour intégrer la gestion des périls et anticiper la future mise en œuvre du Permis de Louer et du Permis de Diviser, en lien avec l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble. A travers l'ensemble des outils gérés par cette direction, la Ville poursuivra en particulier son action contre les marchands de sommeil et le mal-logement.

Dans un souci de simplification des procédures pour nos administrés, la Direction de l'Urbanisme lancera l'expérimentation du Guichet Numérique des autorisations d'urbanisme.

Un effort particulier sera porté à la propreté urbaine en accentuant le recours au titulaire du marché correspondant sur l'axe Centre-Ville/Gare. L'installation de 80 portes-sacs poubelles sera achevée fin 2018.

## **Espaces verts**

L'amélioration des services en faveur d'un meilleur cadre de vie est un enjeu essentiel de l'action municipale. A l'occasion du vote de la décision modificative 2018, il a été retenu d'affecter 300 000 euros à la rénovation des espaces verts et des parcs urbains de la Ville.

Cet effort sera poursuivi en 2019 avec de nouveau 300 000 euros pour continuer la rénovation mais également permettre la création d'un nouveau parc entre les rues et avenues Marceau, Chanzy, Merlan Estienne-d'Orves.

## 6.8 Domaine des services à la population

Le secteur vie associative verra l'enveloppe globale de subvention maintenue.

Le programme d'actions comprend l'organisation ou le soutien des événements municipaux et associatifs identiques à 2018.

Citons parmi les événements majeurs : la fête des associations, le spectacle pyrotechnique du 14 juillet, les commémorations diverses, les médaillés d'honneur du travail, la fête des voisins, l'accueil des nouveaux Noiséens.

### - **Service cimetière : continuer les reprises des concessions échues**

Comme tous les ans, un certain nombre de concessions arrivent à échéance aux cimetières municipaux (nouveau + ancien), ce qui signifie que la commune doit reprendre ces concessions échues (faire exhumer les corps, casser les caveaux, remettre les terrains disponibles). L'objectif est de reprendre un maximum de concessions dans un budget à hauteur de 50 000€ TTC.

### - **Service population : mise en place d'un 20<sup>ème</sup> bureau de vote et organisation des élections européennes**

En accord avec la Préfecture, la commune a décidé cette année de créer un 20ème bureau de vote pour faire face à l'augmentation de la population présente et future (projet d'aménagement). Cette création nécessite l'achat d'équipement (urnes, isolements, panneaux d'affichage extérieur, etc....).

De plus le déroulement du scrutin des européennes (le 26 mai 2019) entraînera des coûts de fonctionnement incompressibles (RH, alimentation, fournitures de bureaux).

## 7 La programmation des investissements

Malgré des incertitudes qui pèsent toujours sur les finances des collectivités locales, la municipalité souhaite maintenir une politique d'investissement ambitieuse et raisonnée en cohérence avec ses engagements.

- Une attention particulière pour les bâtiments scolaires.

Afin d'augmenter les capacités et la qualité d'accueil des élèves noiséens, la ville a mis en place plusieurs opérations :

### ❖ Le groupe scolaire RENOIR

Le groupe scolaire Jean Renoir est le premier grand chantier de la ZAC de l'Ourq et représente un investissement de 18,5 millions d'euros. Les travaux de constructions du nouvel établissement scolaire ont débuté en janvier 2017 sur le terrain de l'école maternelle et du square de la Sablière qui lui est contigu. Les travaux sont réalisés en site occupé.

L'ouverture de la première tranche a eu lieu en septembre 2018 avec l'entrée des enfants pour la nouvelle année scolaire.

La deuxième phase est en cours et devrait se terminer en juin 2019 pour une entrée des enfants en septembre. Les travaux représentent 5,5 M€ sur le budget 2019.

#### ❖ Etude Langevin :

Dans la continuité de l'ouverture des maternelles Anémones/Bleuets fin 2018, et conformément aux engagements pris, les crédits 2019 prévoient le financement du concours d'architectes en vue de la reconstruction de l'école élémentaire et du gymnase.

#### ❖ Un quatrième collège public à Noisy Le Sec

Les travaux du collège ont démarré dans le courant de l'année 2018. La Plaine Ouest constitue un secteur d'ambition métropolitaine sur lequel un projet de requalification urbaine est en cours : nouveaux logements, consolidation de l'activité économique, réaménagement des espaces publics et création de nouveaux équipements publics.

Les terrains destinés à accueillir la construction de ce collège par le Département, avenue de Bobigny ont été acquis pour un montant de 3,6 millions d'euros. Dans le cadre de ce projet, la ville a obtenu une aide de l'Etat de 1,55 millions d'euros en 2018. Comme le prévoit le volet foncier du plan "Ambition Collège", ces emprises ont été cédées par la ville début 2018 au Département à l'Euro symbolique.

Elles constituent, de ce fait, une contribution et un engagement déterminant de la ville au projet.

#### ❖ Cours d'écoles

La réhabilitation des cours d'écoles touche à sa fin en 2019 à Langevin élémentaire et Rimbaud/Apollinaire.

### • Aménagement et stratégie urbaine

En 2019, la municipalité poursuivra son action au profit d'un développement urbain équilibré et d'amélioration du cadre de vie des noiséens.

#### ❖ La ZAC du quartier durable de la plaine de l'Ourcq

La ZAC poursuit sa mise en œuvre avec la construction sur les terrains "Engelhardt", l'aménagement de nouveaux espaces publics, ou encore le démarrage des travaux de la passerelle qui reliera le secteur RN3 et les terrains dits de la "Madeleine Ouest".

Fort de la mobilisation des villes de Noisy-le-Sec, Bondy, Bobigny en partenariat avec Est Ensemble, le pont de Bondy s'apprête à devenir, dans les années qui viennent une nouvelle centralité à l'échelle métropolitaine avec l'arrivée de la gare emblématique de la ligne 15, le projet "inventons la métropole" dont l'équipe lauréate est LINKCITY / Atelier CASTRO DENISSOF et Associés / Lond'Act ainsi que la future piscine olympique.

Pour 2019, la ville contribue à l'ensemble de ces projets grâce à une participation de 200 000 euros.

#### ❖ Nouveau Programme National pour la Rénovation Urbaine du quartier Béthisy

Le projet est en cours avec le lancement des études urbaines, pilotées conjointement par la ville de Noisy-le-Sec et l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble.

L'atelier Richez & Associés et EGIS travaillent à l'élaboration du diagnostic et des orientations d'aménagement qui feront l'objet d'échanges avec les habitants concernés et aboutiront à la mobilisation de subvention auprès de l'ANRU.

#### ❖ NPRU – Secteur Londeau

Les études urbaines ont été confiées à l'atelier CHOISEL.

L'objectif du futur projet de renouvellement urbain sera de travailler en continuité de ce qui a été engagé dans le cadre de l'ANRU 1 en poursuivant la démarche d'ouverture du quartier vers le reste de la ville, le connecter à la future ligne 11, faciliter les déplacements, poursuivre les investissements en matière de mixité sociale et de qualité de l'habitat.

❖ **Projet « Cœur de ville »**

La ville est accompagnée par le bureau d'étude EGIS dans le cadre de la requalification du secteur Bouquet / Bergerie suite à l'ouverture du nouveau conservatoire.

Le budget pour cette opération est de 2,2 M€ sur 2019 et 2020. La ville souhaite s'entourer d'une maîtrise d'œuvre (appel à candidature en cours) pour l'accompagner dans l'accomplissement de ce projet.

La ville devrait pouvoir bénéficier d'un Contrat d'aménagement régional avec la région Ile de France.

❖ **Projet T1**

La ville poursuivra des discussions avec l'Ile-de-France Mobilités, la Région et le Département afin de garantir que ce projet garantisse la qualité du cadre de vie des noiséennes et des noiséens.

❖ **Micro-Folie / Moulin fondu**

Le projet Micro-Folie qui comportera notamment un musée numérique et un Fab-Lab ouvrira ses portes au second semestre 2019. Entièrement gratuite, ouverte au public mais également aux scolaires, la Micro-Folie permettra de rendre la culture accessible à tous les Noiséens.

A cet effet, l'ancien Moulin Fondu sera réhabilité pour un montant de travaux de 2 M€.

❖ **Enfouissement des terres au stade Huvier**

La ville procèdera en 2019 à l'enfouissement des terres du stade Huvier qui est nécessaire pour des raisons de sécurité. Le montant de cette opération, estimé 800 K€, sera pour partie compensé par une convention signée avec la RATP.

En effet, la ville profitera du chantier de la RATP sur le métro 11, pour récupérer les terres décaissées. La régie parisienne ne supportant pas le transport et le stockage de ces terres, elle devrait verser à la ville une compensation financière de l'ordre de 500 K€.

❖ **Voirie : un effort soutenu**

En début 2019, les travaux de l'avenue Georges Clémenceau et rue des Guillaumes seront achevés. Dès lors, les travaux de la rue Pierre Curie seront enclenchés.

❖ **Les autres projets d'investissement**

Fonctions régaliennes : 50 K€. Ces dépenses regroupent les activités de l'état civil, du guichet unique et des cimetières.

Services support :

- Acquisition de véhicule : 116 K€
- Travaux des régies bâtiment, voirie, logistique : 65,5 K€
- Acquisition de matériel et mobilier : 280 K€
- Acquisition de matériel informatique : 290 K€
- Déploiement et maintenance vidéo protection : 65 K€

## 8 Conclusion

Dans un contexte toujours aussi difficile et incertain pour les collectivités (perte de croissance, réforme de la fiscalité), la ville de Noisy-Le-Sec a fait le choix de poursuivre ses efforts de gestion pour assurer le maintien des services à la population.

Les récents évènements qui agitent le pays (mouvement des « gilets jaunes ») pourraient avoir un impact non négligeable sur le budget 2019 de l'Etat encore en discussion.

Les « concessions » du gouvernement devront être financées. Cela passera notamment par une réduction des dépenses de l'Etat voire de la dépense publique. Les collectivités seront-elles impactées ? Il est encore trop tôt pour avoir une vision globale des conséquences mais il conviendra de garder un cap d'évolution des dépenses à 1,2% afin de se prémunir contre une application de la contractualisation à l'ensemble des collectivités.

Par ailleurs, la limitation du ratio de désendettement à un niveau seuil de 12 ans n'est pour le moment pas contraignante mais pourrait le devenir dans le futur. Il conviendra donc également de surveiller son évolution de maintenir nos efforts sur la gestion de notre encours de dette.

En ce qui concerne la réforme de la fiscalité, le gouvernement indique que les premiers éléments seront communiqués au premier semestre 2019. Il est donc difficile actuellement de pouvoir faire des projections sur le sujet même si différents scénarios commencent déjà à se dessiner.

L'année 2019 est donc annonciatrice de gros enjeux mais cela n'empêchera pas la ville de Noisy-Le-Sec de porter un projet novateur qui permettra un nouvel accès à la culture au plus grand nombre : la Micro-Folie.

En vous remerciant pour tout l'intérêt que vous portez à notre rapport d'orientation budgétaire pour l'année qui s'ouvre.